

C-23

Second Session, Thirty-seventh Parliament,
51-52 Elizabeth II, 2002-2003

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-23

An Act respecting the registration of information relating to sex offenders, to amend the Criminal Code and to make consequential amendments to other Acts

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
NOVEMBER 5, 2003**

C-23

Deuxième session, trente-septième législature,
51-52 Elizabeth II, 2002-2003

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-23

Loi concernant l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels et modifiant le Code criminel et d'autres lois en conséquence

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 5 NOVEMBRE 2003**

SUMMARY

The enactment requires that certain information about sex offenders be registered in a national database. This database is part of the automated criminal conviction records retrieval system maintained by the Royal Canadian Mounted Police. It is intended to serve as a tool that will help police investigate crimes of a sexual nature by providing them with access to current and reliable information relating to sex offenders.

The enactment amends the *Criminal Code* to enable the Crown to apply for an order to require an offender who is convicted of, or found not criminally responsible on account of a mental disorder for, certain offences to report regularly to a designated registration centre and provide information. It creates a new *Criminal Code* offence for failure to comply with the order, as well as an offence for providing false or misleading information.

The enactment regulates access to, and the use and disclosure of, the information contained in the database and includes an offence for contravention of those provisions.

SOMMAIRE

Le texte prévoit l'enregistrement, dans une banque de données nationale, de certains renseignements concernant les délinquants sexuels. La banque de données fait partie du fichier automatisé des relevés de condamnations criminelles géré par la Gendarmerie royale du Canada. Elle se veut un outil qui aidera les services de police à enquêter sur les crimes de nature sexuelle en leur permettant d'avoir accès à des renseignements à jour et fiables sur les délinquants sexuels.

Le texte modifie le *Code criminel* afin de permettre au poursuivant de demander le prononcé d'une ordonnance enjoignant au délinquant sexuel, déclaré coupable ou non responsable criminellement, pour cause de troubles mentaux, de certaines infractions, de se présenter régulièrement à un bureau d'inscription et de fournir des renseignements. Il érige en infraction le défaut de se conformer à l'ordonnance et toute déclaration fausse ou trompeuse.

Le texte régit l'accès aux renseignements contenus dans la banque de données, ainsi que leur utilisation et leur communication, et crée une infraction pour sanctionner la violation des règles prévues à cet égard.

All parliamentary publications are available on the
Parliamentary Internet Parlementaire
at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire »
à l'adresse suivante:

<http://www.parl.gc.ca>

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT RESPECTING THE REGISTRATION OF INFORMATION RELATING TO SEX OFFENDERS, TO AMEND THE CRIMINAL CODE AND TO MAKE CONSEQUENTIAL AMENDMENTS TO OTHER ACTS

	SHORT TITLE
1.	Short title
	PURPOSE AND PRINCIPLES
2.	Purpose
	INTERPRETATION
3.	Definitions
	OBLIGATIONS OF SEX OFFENDERS
4.	First obligation to report
4.1	Subsequent obligation to report
4.2	Obligation and order
4.3	Compliance if temporarily outside Canada
5.	Obligation to provide information
6.	Notice about absence
7.	Young sex offender
	RESPONSIBILITIES OF PERSONS WHO COLLECT AND REGISTER INFORMATION
8.	Registration of information
9.	Information to be given to sex offender
10.	Registration of information
11.	Copy of information
12.	Request for correction of information
	MANAGEMENT OF INFORMATION
13.	Authorization for research
14.	Maintenance of database
15.	Retention of information
	PROHIBITIONS
16.	Unauthorized persons
	OFFENCES
17.	Offence
	AUTHORIZATIONS, DESIGNATIONS AND REGULATIONS
18.	Regulations

TABLE ANALYTIQUE

LOI CONCERNANT L'ENREGISTREMENT DE RENSEIGNEMENTS SUR LES DÉLINQUANTS SEXUELS ET MODIFIANT LE CODE CRIMINEL ET D'AUTRES LOIS EN CONSÉQUENCE

	TITRE ABRÉGÉ
1.	Titre abrégé
	OBJET ET PRINCIPES
2.	Objet
	DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION
3.	Définitions
	OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX DÉLINQUANTS SEXUELS
4.	Comparution initiale
4.1	Comparution subséquente
4.2	Obligation et ordonnance
4.3	Séjour hors du Canada
5.	Obligation de fournir des renseignements
6.	Avis en cas d'absence
7.	Droit de l'adolescent d'être accompagné
	DEVOIRS DES PRÉPOSÉS
8.	Enregistrement de renseignements
9.	Devoir d'informer le délinquant sexuel
10.	Enregistrement
11.	Copie des renseignements
12.	Demande de correction
	GESTION DE RENSEIGNEMENTS
13.	Consultation pour travaux de recherche
14.	Gestion de la banque de données
15.	Conservation des renseignements
	INTERDICTIONS
16.	Exercice interdit
	INFRACTIONS
17.	Infraction
	AUTORISATIONS, DÉSIGNATIONS ET RÈGLEMENTS
18.	Règlement

19. Regulations

RELATED AMENDMENTS TO THE CRIMINAL CODE

20-21. *Criminal Code*

REVIEW AND REPORT

21.1 Review by committee

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

22. *Access to Information Act*

23. *Criminal Records Act*

COORDINATING PROVISION

24. Bill C-20

COMING INTO FORCE

25. Coming into force

19. Règlements

MODIFICATIONS CONNEXES : CODE CRIMINEL

20-21. *Code criminel*

EXAMEN ET RAPPORT

21.1 Examen par un comité

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

22. *Loi sur l'accès à l'information*

23. *Loi sur le casier judiciaire*

DISPOSITION DE COORDINATION

24. Projet de loi C-20

ENTRÉE EN VIGUEUR

25. Entrée en vigueur

BILL C-23

An Act respecting the registration of information relating to sex offenders, to amend the Criminal Code and to make consequential amendments to other Acts

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Sex Offender Information Registration Act*.

PURPOSE AND PRINCIPLES

Purpose

2. (1) The purpose of this Act is to help police services investigate crimes of a sexual nature by requiring the registration of certain information relating to sex offenders.

Principles

(2) This Act shall be carried out in recognition of, and in accordance with, the following principles:

(a) in the interest of protecting society through the effective investigation of crimes of a sexual nature, police services must have rapid access to certain information relating to sex offenders;

(b) the collection and registration of accurate information on an ongoing basis is the most effective way of ensuring that such information is current and reliable; and

(c) the privacy interests of sex offenders and the public interest in their rehabilitation and reintegration into the community as law-abiding citizens require that

(i) the information be collected only to enable police services to investigate crimes that there are reasonable grounds to suspect are of a sexual nature, and

PROJET DE LOI C-23

Loi concernant l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels et modifiant le Code criminel et d'autres lois en conséquence

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

1. *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels.*

OBJET ET PRINCIPES

Objet

2. (1) La présente loi a pour objet, en exigeant l'enregistrement de certains renseignements sur les délinquants sexuels, d'aider les services de police à enquêter sur les crimes de nature sexuelle.

(2) La réalisation de l'objet de la présente loi repose sur les principes suivants :

a) les services de police, pour veiller à la protection de la société au moyen d'enquêtes efficaces sur les crimes de nature sexuelle, doivent avoir accès rapidement à certains renseignements sur les délinquants sexuels;

b) la collecte et l'enregistrement réguliers de renseignements exacts constituent le moyen le plus efficace de faire en sorte que ceux-ci soient à jour et fiables;

c) le respect de la vie privée des délinquants sexuels et l'intérêt du public dans leur réhabilitation et leur réinsertion sociale tant que citoyens respectueux des lois requièrent :

(i) que les renseignements ne soient recueillis que pour permettre aux services de police d'enquêter sur des crimes dont il y a des motifs raisonnables de

(ii) access to the information, and use and disclosure of it, be restricted.

soupçonner qu'ils sont de nature sexuelle,

(ii) que l'accès aux renseignements, leur communication et leur utilisation soient restreints.

5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Definitions	3. (1) The following definitions apply in this Act.	3. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.	Définitions
"database" « banque de données »	"database" means the database that contains the information that is registered under this Act.	5 « agent contractuel » Personne qui fournit des services au titre d'un contrat conclu avec elle, son employeur ou toute autre personne 10 à qui elle fournit elle-même des services.	« agent contractuel » "retained"
"information" « renseignements »	"information" includes characteristics recorded and photographs taken under subsection 5(3) and fingerprints taken under subsection 9(2).	« banque de données » La banque de données où sont enregistrés les renseignements sous le régime de la présente loi.	« banque de données » "database"
"main residence" « résidence principale »	"main residence" means the place in Canada where a person lives most often or, if there is no such place, the place in Canada where they may be found most often.	« bureau d'inscription » Lieu désigné à ce titre en vertu de l'alinéa 18(1)d) ou du paragraphe 19(1).	« bureau d'inscription » "registration centre"
"member of a police service" « membre d'un service de police »	"member of a police service" includes (a) an officer or non-commissioned member of the Canadian Forces who is appointed for the purposes of section 156 of the <i>National Defence Act</i> ; and (b) in an area in which an aboriginal police service is responsible for policing, a member of that police service.	15 « délinquant sexuel » Personne visée par une ou plusieurs ordonnances ou assujettie à l'obligation prévue à l'article 490.019 du <i>Code criminel</i> . 20 « loi ontarienne » S'entend au sens du paragraphe 490.011(1) du <i>Code criminel</i> .	« délinquant sexuel » "sex offender"
"Ontario Act" « loi ontarienne »	"Ontario Act" has the same meaning as in subsection 490.011(1) of the <i>Criminal Code</i> .	25 « membre d'un service de police » S'entend notamment :	« loi ontarienne » "Ontario Act"
"order" « ordonnance »	"order" means an order under section 490.012 of the <i>Criminal Code</i> .	a) de l'officier ou du militaire du rang des Forces canadiennes qui est nommé aux termes de l'article 156 de la <i>Loi sur la défense nationale</i> ; b) du membre d'un service de police 30 autochtone, dans les régions où les services policiers sont fournis par un tel service de police.	« membre d'un service de police » "member of a police service"
"person who collects information" « préposé à la collecte »	"person who collects information" means a person who is authorized under paragraph 18(1)(b) or subsection 19(1) to collect information.	« ordonnance » Toute ordonnance rendue en application de l'article 490.012 du <i>Code criminel</i> .	« ordonnance » "order"
"person who registers information" « préposé à l'enregistrement »	"person who registers information" means a person who is authorized under paragraph 18(1)(c) or subsection 19(1) to register information.	30 « préposé à la collecte » Personne autorisée à recueillir les renseignements en vertu de l'alinéa 18(1)b) ou du paragraphe 19(1).	« préposé à la collecte » "person who collects information"
"registration centre" « bureau d'inscription »	"registration centre" means a place that is designated as a registration centre under paragraph 18(1)(d) or subsection 19(1).		

<p>“retained” « agent contractuel »</p>	<p>“retained” means retained under a contract for services, whether the contract is entered into with an individual, or with their employer or another person to whom the individual provides services.</p>	<p>« préposé à l’enregistrement » Personne autorisée à procéder à l’enregistrement des renseignements en vertu de l’alinéa 18(1)c) ou du paragraphe 19(1).</p>	<p>« préposé à l’enregistrement » “person who registers information”</p>
<p>“secondary residence” « résidence secondaire »</p>	<p>“secondary residence” means a place in Canada, other than a main residence, where a person regularly lives.</p>	<p>5 « renseignements » Y sont assimilées les caractéristiques consignées et les photographies prises au titre du paragraphe 5(3) et les empreintes digitales prises au titre du paragraphe 9(2).</p>	<p>5 « renseignements » “information”</p>
<p>“sex offender” « délinquant sexuel »</p>	<p>“sex offender” means a person who is subject to one or more orders or to an obligation under section 490.019 of the <i>Criminal Code</i>.</p>	<p>10 « résidence principale » Le lieu, au Canada, où une personne vit le plus souvent ou, à défaut d’un tel lieu, celui où on peut la trouver le plus souvent.</p>	<p>« résidence principale » “main residence”</p>
		<p>« résidence secondaire » Tout lieu au Canada, autre que sa résidence principale, où une personne vit régulièrement.</p>	<p>« résidence secondaire » “secondary residence”</p>
<p>Interpretation</p>	<p>(2) For the purposes of this Act, a crime is of a sexual nature if it consists of one or more acts that</p>	<p>(2) Pour l’application de la présente loi, est un crime de nature sexuelle tout acte qui est de nature sexuelle ou qu’une personne commet avec l’intention de commettre un tel acte, et 20 qui constitue une infraction.</p>	<p>Interprétation</p>
	<p>(a) are either sexual in nature or committed with the intent to commit an act or acts that are sexual in nature; and (b) constitute an offence.</p>		
	<p>OBLIGATIONS OF SEX OFFENDERS</p>	<p>OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX DÉLINQUANTS SEXUELS</p>	
<p>First obligation to report</p>	<p>4. (1) A sex offender shall report, for the first time under this Act, in person to the registration centre that serves the area in which their main residence is located.</p>	<p>4. (1) Le délinquant sexuel comparaît sous le régime de la présente loi la première fois en personne au bureau d’inscription du secteur où se trouve sa résidence principale.</p>	<p>Comparution initiale</p>
<p>Reporting date</p>	<p>(2) A person who is subject to an order shall report within 15 days after (a) the order is made, if they are convicted of the offence in connection with which the order is made but are not given a custodial sentence; (b) they receive an absolute or conditional discharge under Part XX.1 of the <i>Criminal Code</i>, if they are found not criminally responsible on account of mental disorder for the offence in connection with which the order is made; (c) they are released from custody pending the determination of an appeal relating to the offence in connection with which the order is made; or</p>	<p>(2) L’intéressé qui fait l’objet d’une ordonnance comparaît dans les quinze jours suivant : a) le prononcé de celle-ci, s’il est déclaré coupable de l’infraction en cause et qu’une peine d’emprisonnement ne lui a été infligée; b) sa libération inconditionnelle ou sous conditions au titre de la partie XX.1 du <i>Code criminel</i> en cas de verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux à l’égard de l’infraction en cause; c) sa mise en liberté en attendant qu’il soit statué sur tout appel concernant l’infraction en cause;</p>	<p>Délai de comparution</p>

	(d) they are released from custody after serving the custodial portion of a sentence for the offence in connection with which the order is made.	(d) sa mise en liberté après avoir purgé la partie privative de liberté de la peine infligée pour l'infraction en cause.	
Reporting date	(3) A person who is subject to an obligation under section 490.019 of the <i>Criminal Code</i> shall report, (a) if they are not in custody on the day on which they become subject to the obligation, within 15 days after that day; or (b) in any other case, within 15 days after (i) they receive an absolute or conditional discharge under Part XX.1 of the <i>Criminal Code</i> , (ii) they are released from custody pending the determination of an appeal, or (iii) they are released from custody after serving the custodial portion of a sentence.	5 (3) L'intéressé assujetti à l'obligation prévue à l'article 490.019 du <i>Code criminel</i> 5 comparait dans les quinze jours suivant : a) s'il n'est pas en détention, la date de la prise d'effet de l'obligation; 10 b) dans le cas contraire : (i) sa libération inconditionnelle ou sous 10 conditions au titre de la partie XX.1 du <i>Code criminel</i> , (ii) sa mise en liberté en attendant qu'il soit statué sur un appel, (iii) sa mise en liberté après avoir purgé 15 la partie privative de liberté de sa peine.	Délai de comparution
Compliance before leaving Canada	(4) A sex offender shall not leave Canada 20 before they report under this section.	(4) L'intéressé ne peut quitter le Canada avant sa comparution.	Départ du Canada
Subsequent obligation to report	4.1 A sex offender shall subsequently report to the registration centre that serves the area in which their main residence is located in person or in accordance with regulations 25 made under paragraph 18(1)(a) or subsection 19(1), (a) within 15 days after they change their main residence or any secondary residence; (b) within 15 days after they change their 30 given name or surname; and (c) at any time between 11 months and one year after they last reported to a registration centre under this Act.	4.1 Le délinquant sexuel comparait par la suite au bureau d'inscription du secteur où se 20 trouve sa résidence principale en personne ou conformément au règlement pris en vertu de l'alinéa 18(1)a) ou du paragraphe 19(1) : a) au plus tard quinze jours après avoir changé de résidence principale ou secon- 25 daire; b) au plus tard quinze jours après avoir changé de nom ou de prénom; c) au plus tôt onze mois mais au plus tard un an après la dernière fois qu'il s'y est 30 présenté sous le régime de la présente loi.	Comparution subséquente
Obligation and order	4.2 (1) If a person who is subject to an 35 obligation under section 490.019 of the <i>Criminal Code</i> becomes subject to an order, they shall report on the reporting dates established under the order only.	4.2 (1) L'intéressé assujetti à l'obligation prévue à l'article 490.019 du <i>Code criminel</i> qui fait par la suite l'objet d'une ordonnance ne comparait qu'aux dates prévues dans 35 celle-ci.	Obligation et ordonnance
More than one order	(2) A person who is subject to more than 40 one order shall report on the reporting dates established under the most recent order only.	(2) L'intéressé qui fait l'objet de plusieurs ordonnances comparait aux dates prévues dans la plus récente.	Pluralité d'ordonnances

Compliance if temporarily outside Canada

4.3 A sex offender who is outside Canada when they are required to report under section 4.1 shall report not later than 15 days after their return to Canada.

4.3 Le délinquant sexuel qui est à l'extérieur du Canada au moment où il est tenu de comparaître en application de l'article 4.1 se présente au bureau d'inscription au plus tard quinze jours après son retour.

Séjour hors du Canada

5

Obligation to provide information

5. (1) When a sex offender reports to a registration centre, they shall provide the following information to a person who collects information at the registration centre:

- (a) their given name and surname, and every alias that they use;
- (b) their date of birth and gender;
- (c) the address of their main residence and every secondary residence or, if there is no such address, the location of that place;
- (d) the address of every place at which they are employed or retained, or are engaged on a volunteer basis or, if there is no such address, the location of that place;
- (e) the address of every educational institution at which they are enrolled or, if there is no such address, the location of that place;
- (f) a telephone number at which they may be reached, if any, for every place referred to in paragraphs (c) and (d), and the number of every mobile telephone or pager in their possession; and
- (g) their height and weight and a description of every physical distinguishing mark that they have.

5. (1) Lorsqu'il se présente au bureau d'inscription, le délinquant sexuel fournit les renseignements suivants au préposé à la collecte des renseignements :

- a) ses nom et prénom et tout nom d'emprunt qu'il utilise;
- b) sa date de naissance et son sexe;
- c) l'adresse de sa résidence principale et de toute résidence secondaire ou, à défaut d'une telle adresse, l'emplacement de l'une et l'autre;
- d) l'adresse de tout lieu où ses services ont été retenus à titre de salarié, d'agent contractuel ou de bénévole ou, s'il n'y a pas d'adresse, l'emplacement de ce lieu;
- e) l'adresse de tout établissement d'enseignement où il est inscrit ou, s'il n'y a pas d'adresse, l'emplacement de cet établissement;
- f) le numéro de téléphone permettant de le joindre dans les lieux visés aux alinéas c) et d) et celui de tous ses téléphones mobiles ou téléavertisseurs;
- g) sa taille, son poids et la description de ses marques physiques distinctives.

Obligation de fournir des renseignements

5

Additional information

(2) When a sex offender provides the information referred to in subsection (1), the person who collects the information may ask them when and where they were convicted of, or found not criminally responsible on account of mental disorder for, an offence in connection with which an order was made or, if they are subject to an obligation under section 490.019 of the *Criminal Code*, a designated offence within the meaning of subsection 490.011(1) of that Act.

(2) Le préposé peut alors lui demander d'indiquer quand et où il a été déclaré coupable ou non responsable criminellement, pour cause de troubles mentaux, à l'égard de l'infraction à l'origine de toute ordonnance ou de l'infraction désignée, au sens du paragraphe 490.011(1) du *Code criminel*, s'agissant de l'obligation prévue à l'article 490.019 de cette loi.

Renseignements additionnels

Additional information

(3) When a sex offender reports to a registration centre in person, the person who collects the information referred to in subsection (1) may record any observable characteristic that may assist in identification of the sex offender, including their eye colour and hair

(3) Le préposé peut en outre consigner toute caractéristique apparente permettant de l'identifier, dont la couleur de ses yeux et des cheveux, et lui demander de se soumettre à une séance de photographie.

Autres renseignements

5

10

15

20

25

30

35

40

45

colour, and may require that their photograph be taken.

Notice about absence

6. (1) A sex offender shall notify a person who collects information at the registration centre that serves the area in which their main residence is located

(a) of every address or location at which they stay or intend to stay, and of their actual or estimated dates of departure from, and return to, their main residence or a secondary residence, not later than 15 days after departure if they are in Canada but are absent from their main residence and every secondary residence for a period of at least 15 consecutive days;

(b) of their actual or estimated date of departure from their main residence or a secondary residence, not later than 15 days after departure if they are outside Canada for a period of at least 15 consecutive days; and

(c) of their actual return to their main residence or a secondary residence after a departure referred to in paragraph (a) or (b), not later than 15 days after they return, unless they are required to report under section 4.1 or 4.3 within that period.

Means of notification

(2) Notification shall be by registered mail or in accordance with regulations made under paragraph 18(1)(a) or subsection 19(1), but a sex offender may not be required to provide notification in person.

Young sex offender

7. A sex offender who is under 18 years of age has the right to have an appropriate adult chosen by them in attendance when they report to a registration centre and when information is collected.

RESPONSIBILITIES OF PERSONS WHO COLLECT AND REGISTER INFORMATION

Registration of information

8. (1) When a police service receives a copy of an order sent in accordance with subparagraph 490.018(1)(d)(iii) of the Criminal Code, a person who registers information for the police service shall

(a) register without delay in the database only the name of the police service and the

6. (1) Le délinquant sexuel avise le préposé à la collecte du bureau d'inscription du secteur où se trouve sa résidence principale :

a) de toute adresse ou lieu où il séjourne ou entend séjourner et des dates réelles ou prévues de départ et de retour à sa résidence principale ou secondaire, au plus tard quinze jours après son départ, s'il est au Canada mais absent de sa résidence principale et de toute résidence secondaire pendant au moins quinze jours consécutifs;

b) de la date réelle ou prévue de départ de sa résidence principale ou secondaire, au plus tard quinze jours après celui-ci, s'il séjourne à l'extérieur du Canada pendant au moins quinze jours consécutifs;

c) de son retour effectif à sa résidence principale ou secondaire après l'absence visée aux alinéas a) ou b), au plus tard quinze jours après celui-ci, à moins qu'il ne soit tenu de se présenter au bureau d'inscription pendant cette période conformément aux articles 4.1 ou 4.3.

Avis en cas d'absence

(2) L'avis est fourni par courrier recommandé ou conformément au règlement pris en vertu de l'alinéa 18(1)a) ou du paragraphe 19(1), le règlement ne pouvant toutefois exiger que le délinquant sexuel fournisse l'avis en personne.

Modalités relatives à l'avis

7. Le délinquant sexuel âgé de moins de dix-huit ans a le droit d'être accompagné d'un adulte recommandable de son choix lorsqu'il se présente au bureau d'inscription et que les renseignements sont recueillis.

Droit de l'adolescent d'être accompagné

DEVOIRS DES PRÉPOSÉS

8. (1) Le préposé à l'enregistrement pour le compte du service de police qui reçoit la copie d'une ordonnance transmise au titre du sous-alinéa 490.018(1)d)(iii) du Code criminel :

Enregistrement de renseignements

a) enregistre sans délai, dans la banque de données, le nom du service de police et les seuls renseignements suivants sur l'intéressé :

following information relating to the person who is subject to the order:

- (i) their given name and surname,
- (ii) the number that identifies a record of fingerprints collected from them under the *Identification of Criminals Act*, if such a record exists, 5
- (iii) every offence to which the order relates,
- (iv) when and where the offence or offences were committed, 10
- (v) when and where the person was convicted of, or found not criminally responsible on account of mental disorder for, the offence or offences, 15
- (vi) the age and gender of every victim of the offence or offences, and the victim's relationship to the person,
- (vii) the date and duration of the order, and 20
- (viii) the court that made the order; and

(b) ensure that the registration of the information is done in a manner and in circumstances that ensure its confidentiality. 25

Registration of information

(2) When the Attorney General of a province or minister of justice of a territory receives a copy of an affidavit of service and notice sent in accordance with subsection 490.021(6) of the *Criminal Code*, the Attorney General or minister of justice shall

- (a) register without delay in the database only the following information relating to the person who was served with the notice:
 - (i) their given name and surname, 35
 - (ii) the number that identifies a record of fingerprints collected from them under the *Identification of Criminals Act*, if such a record exists,
 - (iii) the date on which the notice was served, 40
 - (iv) every offence referred to in the notice,

- (i) ses nom et prénom,
- (ii) le cas échéant, le numéro d'identification du dossier relatif aux empreintes digitales prises au titre de la *Loi sur l'identification des criminels*, 5
- (iii) toute infraction visée par l'ordonnance,
- (iv) les lieu et date de la perpétration de chacune des infractions,
- (v) les lieu et date de la déclaration de 10 culpabilité ou du verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux pour chacune des infractions,
- (vi) l'âge et le sexe de toutes les victimes et leur lien avec l'intéressé, 15
- (vii) la date et la durée de l'ordonnance,
- (viii) le tribunal qui l'a rendue;

b) veille à ce que l'enregistrement des renseignements soit effectué d'une manière et dans des circonstances garantissant leur 20 confidentialité.

(2) Sur réception de l'affidavit et de l'avis transmis au titre du paragraphe 490.021(6) du *Code criminel*, le procureur général de la province ou le ministre de la Justice du territoire en cause :

Enregistrement de renseignements

- a) enregistre sans délai, dans la banque de données, les seuls renseignements suivants sur l'intéressé :
 - (i) ses nom et prénom, 30
 - (ii) le cas échéant, le numéro d'identification du dossier relatif aux empreintes digitales prises au titre de la *Loi sur l'identification des criminels*,
 - (iii) la date de la signification de l'avis, 35
 - (iv) toute infraction mentionnée dans l'avis,
 - (v) les lieu et date de la perpétration de chacune des infractions,

- (v) when and where the offence or offences were committed,
- (vi) when and where the person was convicted of, or found not criminally responsible on account of mental disorder for, the offence or offences, 5
- (vii) the age and gender of every victim of the offence or offences, and the victim's relationship to the person,
- (viii) the expected duration of the person's obligation under section 490.019 of the *Criminal Code*, and 10
- (ix) in the case of a person referred to in paragraph 490.02(1)(b) of the *Criminal Code*, the date, if any, on which the person last reported under the Ontario Act and the duration of their obligation to comply with section 3 of that Act;
- (b) ensure that the registration of the information is done in a manner and in 20 circumstances that ensure its confidentiality; and
- (c) send the person a copy of all of the information relating to them that is registered in the database, by registered mail, 25 free of charge and without delay.

- (vi) les lieu et date de la déclaration de culpabilité ou du verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux à l'égard de chacune des infractions, 5
- (vii) l'âge et le sexe de toutes les victimes et leur lien avec l'intéressé,
- (viii) la durée envisagée de l'obligation prévue à l'article 490.019 du *Code criminel*, 10
- (ix) s'agissant du délinquant visé à l'alinéa 490.02(1)b) du *Code criminel*, la date de sa plus récente comparaison sous le régime de la loi ontarienne et la durée de l'obligation de se conformer à l'article 15 3 de cette loi;
- b) veille à ce que l'enregistrement des renseignements soit effectué d'une manière et dans des circonstances garantissant leur confidentialité; 20
- c) transmet sans frais et sans délai à l'intéressé par courrier recommandé une copie de la transcription de tous les renseignements le concernant qui sont enregistrés dans la banque de données. 25

Information to be given to sex offender

9. (1) When a sex offender reports to a registration centre and provides satisfactory proof of their identity to a person who collects information, that person shall immediately 30 inform them of

- (a) the nature of their obligations under sections 4 to 6 and of the information that may be collected under sections 5 and 6; and 35
- (b) the purpose for which the information is being collected.

9. (1) Sur preuve suffisante de son identité, le préposé à la collecte informe sans délai le délinquant sexuel qui se présente au bureau d'inscription des obligations qui lui incombent en application des articles 4 à 6, de la 30 nature des renseignements qui peuvent être recueillis au titre des articles 5 et 6 et de l'objet pour lequel ils le seront.

Devoir d'informer le délinquant sexuel

Fingerprints

(2) If a person who collects information has reasonable grounds to suspect that a person who is reporting to the registration centre as a 40 sex offender under this Act is not the sex offender and no other proof of identity is satisfactory in the circumstances, they may take fingerprints from the person in order to confirm their identity. 45

(2) S'il a des motifs raisonnables de soupçonner que la personne qui se présente au 35 bureau d'inscription en tant que délinquant sexuel au titre de la présente loi n'est pas ce délinquant et qu'il n'y a pas, dans les circonstances, d'autres preuves satisfaisantes de son identité, le préposé peut prendre ses empreintes digitales en vue de s'assurer de son identité.

Empreintes digitales

Destruction of fingerprints

(3) Despite any other Act of Parliament, if the fingerprints provided under subsection (2) confirm that the person who is reporting is the sex offender, they shall not be disclosed, or used for any other purpose, and shall be destroyed without delay.

(3) Malgré toute autre loi fédérale, les empreintes ne peuvent être, si elles confirment l'identité du délinquant sexuel, communiquées ni utilisées à quelque autre fin que ce soit et doivent être détruites sans délai.

Élimination

5

Privacy and confidentiality

(4) The person who collects information shall ensure that

(a) the sex offender's privacy is respected in a manner that is reasonable in the circumstances; and

(b) the information is provided and collected in a manner and in circumstances that ensure its confidentiality.

(4) Il incombe au préposé de veiller :

a) à ce que la vie privée du délinquant sexuel soit respectée d'une manière raisonnable dans les circonstances;

b) à ce que la fourniture et la collecte des renseignements soient effectuées d'une manière et dans des circonstances garantissant la confidentialité de ceux-ci.

Vie privée et confidentialité

Registration of information

10. A person who registers information collected at a registration centre

(a) shall, subject to paragraph (b) and any regulations made under paragraph 19(3)(c), register without delay, in the database, only the information collected under sections 5 and 6;

(b) may register at any time, in the database, the number that identifies a record of fingerprints collected from a sex offender under the *Identification of Criminals Act*, if such a record exists; and

(c) shall ensure that the registration of the information is done in a manner and in circumstances that ensure its confidentiality.

10. Le préposé à l'enregistrement des renseignements recueillis au bureau d'inscription enregistre sans délai, sous réserve des règlements pris en vertu de l'alinéa 19(3)c), dans la banque de données les seuls renseignements recueillis au titre des articles 5 et 6; il peut y enregistrer, le cas échéant, le numéro d'identification du dossier relatif aux empreintes digitales prises au titre de la *Loi sur l'identification des criminels*. En tout état de cause, l'enregistrement des renseignements doit être effectué d'une manière et dans des circonstances garantissant leur confidentialité.

Enregistrement

30

Copy of information

11. A person who collects information at a registration centre shall, free of charge,

(a) either give a copy of the information collected under section 5, dated and signed by the person who collected it, to the sex offender when they report to the registration centre in person and provide information under this Act, or send it to the sex offender by mail or another means agreed to by the sex offender, without delay after it is collected, if they report in accordance with regulations made under paragraph 18(1)(a) or subsection 19(1);

(b) send the sex offender a copy of the information collected under section 6,

11. Il incombe au préposé à la collecte au bureau d'inscription, sans frais pour l'intéressé :

a) de remettre à celui-ci, lorsqu'il se présente en personne au bureau et fournit des renseignements au titre de la présente loi, une copie des renseignements recueillis au titre de l'article 5, datée et signée par celui des préposés qui les a effectivement recueillis ou, après qu'il s'est présenté au bureau d'inscription conformément au règlement pris en vertu de l'alinéa 18(1)a) ou du paragraphe 19(1), de lui transmettre sans délai une telle copie, par la poste ou tout autre moyen convenu avec lui;

Copie des renseignements

30

dated and signed by the person who collected it, by mail or another means agreed to by the sex offender, without delay after it is collected;

(c) send the sex offender a copy of all of the information relating to them that is registered in the database, by mail or another means agreed to by the sex offender, without delay once the information referred to in paragraph (a) is registered; and

(d) at the request of the sex offender, send them a copy of all of the information relating to them that is registered in the database, by mail or another means agreed to by the sex offender, without delay once the information referred to in paragraph (b) is registered.

Request for correction of information

12. (1) A sex offender or a person served with a notice under section 490.021 of the *Criminal Code* may, at any time, ask a person who collects information at the registration centre that serves the area in which their main residence is located to correct any information relating to them that is registered in the database that they believe contains an error or omission.

Correction or notation

(2) The person who collects information shall, without delay, ensure that
 (a) information in the database is corrected if they are satisfied that the information contains an error or omission; or
 (b) a notation is attached to the information in the database that reflects any correction that is requested but not made.

b) de lui transmettre sans délai, par la poste ou tout autre moyen convenu avec lui, une copie des renseignements recueillis au titre de l'article 6, datée et signée par celui des préposés qui les a effectivement recueillis;

c) de lui transmettre sans délai, par la poste ou tout autre moyen convenu avec lui, une copie de tous les renseignements le concernant contenus dans la banque de données, une fois que ceux visés à l'alinéa a) y ont été enregistrés;

d) de lui transmettre sans délai, à sa demande, par la poste ou tout autre moyen convenu avec lui, une copie de tous les renseignements le concernant contenus dans la banque de données, une fois que ceux visés à l'alinéa b) y ont été enregistrés.

Demande de correction

12. (1) Le délinquant sexuel ou la personne à qui l'avis prévu à l'article 490.021 du *Code criminel* a été signifié peut, en tout temps, demander au préposé à la collecte au bureau d'inscription du secteur où se trouve sa résidence principale de corriger, s'il le croit erroné ou incomplet, tout renseignement le concernant contenu dans la banque de données.

Correction ou mention

(2) Le préposé veille sans délai :
 a) à ce que la correction soit effectuée, s'il est convaincu que le renseignement est erroné ou incomplet;
 b) à ce qu'il soit fait mention dans la banque de données, avec le renseignement visé, des corrections demandées mais non effectuées.

MANAGEMENT OF INFORMATION

GESTION DE RENSEIGNEMENTS

Authorization for research

13. The Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police may authorize a person to consult information that is registered in the database for research or statistical purposes if the Commissioner

(a) is satisfied that those purposes cannot reasonably be accomplished without consulting that information; and

(b) obtains from the person a written undertaking that no subsequent disclosure of that information will be made, or be

Consultation pour travaux de recherche

13. Le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada peut autoriser la consultation des renseignements enregistrés dans la banque de données pour des travaux de recherche ou de statistique s'il est convaincu que les travaux ne peuvent être réalisés de façon raisonnable sans que l'intéressé y ait accès et qu'il obtient de celui-ci l'engagement écrit de ne pas les communiquer ou laisser communiquer ultérieurement sous une forme qui risque vraisemblablement de mettre l'identification de tout individu qu'ils concernent.

allowed to be made, in a form that could reasonably be expected to identify any individual to whom it relates.

Maintenance of database

14. The database is to be maintained by the Royal Canadian Mounted Police.

14. La Gendarmerie royale du Canada gère la banque de données.

Gestion de la banque de données

Retention of information

15. (1) Subject to subsections (2) and (3) and regulations made under paragraphs 19(3)(b) and (d), information that is registered in the database in accordance with this Act shall be kept in the database indefinitely.

15. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3) et des règlements pris en vertu des alinéas 19(3)b) ou d), les renseignements enregistrés dans la banque de données conformément à la présente loi y sont conservés pour une période indéterminée.

Conservation des renseignements

Permanent removal and destruction of information

(2) Despite any other Act of Parliament, if a person who is subject to an order is finally acquitted of every offence in connection with which the order was made, or receives a free pardon granted under Her Majesty's royal prerogative of mercy or section 748 of the *Criminal Code* for every such offence, all information that is collected under this Act or registered in the database in connection with that order shall be destroyed, or permanently removed from the database, in accordance with regulations made under paragraph 19(3)(d).

(2) Malgré toute autre loi fédérale, en cas d'acquittement final d'une personne ou de pardon absolu accordé en vertu de la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté ou de l'article 748 du *Code criminel* à l'égard de chaque infraction à l'origine d'une ordonnance, tous les renseignements afférents à celle-ci recueillis sous le régime de la présente loi ou enregistrés dans la banque de données sont radiés ou détruits conformément au règlement pris en vertu de l'alinéa 19(3)d).

Radiation et destruction des renseignements

Permanent removal and destruction of information

(3) Despite any other Act of Parliament, all information that is collected under this Act, or registered in the database, in connection with an obligation under section 490.019 of the *Criminal Code* shall be destroyed, or permanently removed from the database, in accordance with regulations made under paragraph 19(3)(d) and with any court order made under subsection 490.023(4) or 490.024(2) of that Act, if the person who is subject to the obligation

(3) Malgré toute autre loi fédérale, tous les renseignements recueillis sous le régime de la présente loi ou enregistrés dans la banque de données au titre de l'obligation prévue à l'article 490.019 du *Code criminel* sont radiés ou détruits, conformément au règlement pris en vertu de l'alinéa 19(3)d) et à la décision rendue au titre des paragraphes 490.023(4) ou 490.024(2) de cette loi, dans les cas suivants :

Radiation et destruction des renseignements

(a) is finally acquitted of every offence to which the obligation relates or receives a free pardon granted under Her Majesty's royal prerogative of mercy or section 748 of that Act for every such offence; or

a) à l'égard de chaque infraction en cause, acquittement final de l'intéressé ou pardon absolu accordé en vertu de la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté ou de l'article 748 de cette loi;

(b) is granted an exemption order under subsection 490.023(2) of that Act or on an appeal from a decision made under that subsection.

b) dispense prononcée au titre du paragraphe 490.023(2) de cette loi ou sur appel de la décision accordant la dispense.

PROHIBITIONS

INTERDICTIONS

Unauthorized persons

16. (1) No person shall exercise any function or perform any duty under this Act that they are not authorized under this Act to exercise or perform.

16. (1) Il est interdit à quiconque n'y est pas autorisé par la présente loi d'exercer des attributions conférées par celle-ci.

Exercice interdit

Unauthorized consultation

(2) No person shall consult any information that is collected under this Act or registered in the database, unless they are

(2) Il est interdit à quiconque de consulter les renseignements recueillis au titre de la présente loi ou enregistrés dans la banque de données à moins d'être :

Consultation interdite

(a) a member or employee of, or a person retained by, a police service who consults the information for the purpose of investigating a specific crime that there are reasonable grounds to suspect is of a sexual nature;

a) un membre, un employé ou un agent contractuel d'un service de police qui le fait dans le cadre d'une enquête sur un crime dont il y a des motifs raisonnables de soupçonner qu'il est de nature sexuelle;

(b) a person who collects information at the registration centre at which a sex offender last reported who consults the information in order to ensure compliance by the sex offender with an order or orders or with section 490.019 of the *Criminal Code*;

b) un préposé à la collecte du bureau d'inscription où le délinquant sexuel s'est présenté la dernière fois, qui le fait pour vérifier si celui-ci s'est conformé à toute ordonnance le visant ou à l'article 490.019 du *Code criminel*;

(c) a person who collects or registers information and who consults the information in order to exercise the functions or perform the duties assigned to them under this Act;

c) un préposé à la collecte ou à l'enregistrement, qui le fait dans l'exercice des attributions que lui confère la présente loi;

(d) a person who is authorized under section 13 to consult information that is registered in the database for research or statistical purposes and who does so for those purposes;

d) s'agissant de renseignements enregistrés dans la banque de données, une personne autorisée à les consulter en vertu de l'article 13 pour des travaux de recherche ou de statistique et qui le fait dans le cadre de ceux-ci;

(e) the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police or a person authorized by the Commissioner who consults information that is collected under this Act or registered in the database in order to perform the duties of the Commissioner under this Act; or

e) le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada ou la personne autorisée par celui-ci, qui le fait dans l'exercice des attributions que la présente loi lui confère;

(f) a member or employee of, or a person retained by, the Royal Canadian Mounted Police who is authorized to consult the information in order to maintain the database and who does so for that purpose.

f) un membre, un employé ou un agent contractuel de la Gendarmerie royale du Canada qui y est autorisé dans le cadre de la gestion de la banque de données, et qui s'y fait à cette fin.

Limited data matching

(3) No person shall match any information that is collected under this Act or registered in the database with any other data unless

(3) Il est interdit à quiconque de comparer les renseignements recueillis au titre de la présente loi ou enregistrés dans la banque de données avec d'autres données, à moins :

Comparaison interdite

40

(a) the person is a member or employee of, or a person retained by, a police service who matches the data for the purpose of investigating a specific crime that there are reasonable grounds to suspect is of a sexual nature, and the resulting matched data is used for the purpose of that investigation only; or

(b) the person is authorized under section 13 to consult information that is registered in the database, and the resulting matched data is made anonymous.

(4) No person shall disclose any information that is collected under this Act or registered in the database or the fact that information relating to a person is collected under this Act or registered in the database, or allow it to be disclosed,

(a) except to the sex offender, or the person who was served with a notice under section 490.019 of the *Criminal Code*, to whom the information relates;

(b) except to a person referred to in any of paragraphs (2)(a) to (f), if the disclosure to them is necessary to enable them to fulfil the purposes, perform the duties or exercise the functions referred to in that paragraph;

(c) except to a member or employee of, or a person retained by, a police service, if the disclosure to them is necessary to ensure compliance by a sex offender with an order or orders or with section 490.019 of the *Criminal Code*;

(d) except to a person or court referred to in any of paragraphs 490.03(1)(a) to (c) and (2)(a) to (c) of the *Criminal Code*, in accordance with that paragraph;

(e) except to a person to whom the disclosure is necessary for a prosecution for an offence under section 17 or under section 490.031 of the *Criminal Code* or an appeal from a decision made in such a proceeding, and to a court in connection with the prosecution or appeal, if the information is relevant to that proceeding;

(f) except to a person to whom the disclosure is necessary to assist an investigation

a) d'être un membre, un employé ou un agent contractuel d'un service de police qui fait cette comparaison dans le cadre d'une enquête sur un crime dont il y a des motifs raisonnables de soupçonner qu'il est de nature sexuelle et de n'utiliser les renseignements résultant de la comparaison que dans le cadre de l'enquête;

b) s'agissant de renseignements enregistrés dans la banque de données, d'être une personne autorisée à les consulter en vertu de l'article 13, si les renseignements sont dépersonnalisés.

(4) Il est interdit à quiconque de communiquer ou laisser communiquer les renseignements recueillis au titre de la présente loi ou enregistrés dans la banque de données, ou le fait que des renseignements ont été recueillis ou enregistrés à l'égard d'une personne, sauf :

a) au délinquant sexuel ou à la personne à qui l'avis prévu à l'article 490.019 du *Code criminel* a été signifié;

b) à une personne visée à tel des alinéas (2)a) à f), si la communication est nécessaire pour l'exercice de ses attributions ou aux fins visées à ces alinéas;

c) à un membre, un employé ou un agent contractuel d'un service de police, si la communication est nécessaire pour vérifier si le délinquant sexuel s'est conformé à toute ordonnance le visant ou à l'article 490.019 du *Code criminel*;

d) à la personne ou à la juridiction visée à l'un des alinéas 490.03(1)a) à c) et (2)a) à c) du *Code criminel*, conformément à tel de ces alinéas;

e) à la personne qui en a besoin dans le cadre d'une poursuite relative à une infraction visée à l'article 17 ou à l'article 490.031 du *Code criminel* ou de l'appel d'une décision rendue à l'issue de la poursuite et, si la communication est pertinente en l'espèce, à la juridiction en cause;

f) à la personne qui en a besoin, dans le cadre d'une enquête sur tout acte ou omission visé au paragraphe 7(4.1) du *Code criminel*, menée par le service de police de l'État où l'acte ou l'omission s'est produit;

Unauthorized disclosure

Communication interdite

of any act or omission referred to in subsection 7(4.1) of the *Criminal Code* by a police service in the state where the act or omission was committed; or

(g) unless the person is authorized under section 13 to consult information that is registered in the database, the information is disclosed for research or statistical purposes, and the disclosure is not made, or allowed to be made, in a form that could reasonably be expected to identify any individual to whom it relates.

g) si la communication est faite, par la personne autorisée en vertu de l'article 13, pour des travaux de recherche ou de statistique, celle-ci ne pouvant toutefois être faite, ou permise, sous une forme qui risque vraisemblablement de permettre l'identification de tout individu que le renseignement concerne.

Unauthorized use

(5) No person shall use any information that is collected under this Act or registered in the database, or allow it to be used, for a purpose other than those referred to in paragraphs (2)(a) to (f) and (4)(c) to (g).

(5) Il est interdit à quiconque d'utiliser ou laisser utiliser les renseignements recueillis au titre de la présente loi ou enregistrés dans la banque de données à une fin autre que celles prévues à tel des alinéas (2)a) à f) et (4)c) à g).

Utilisation interdite

OFFENCES

INFRACTIONS

Offence

17. (1) Every person who knowingly provides false or misleading information under subsection 5(1) or 6(1) is guilty of an offence and liable

(a) in the case of a first offence, on summary conviction, to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both; and

(b) in the case of a second or subsequent offence,

(i) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than two years, or to both, or

(ii) on summary conviction, to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

17. (1) Quiconque fait sciemment une déclaration fausse ou trompeuse dans le cadre des paragraphes 5(1) ou 6(1) est coupable d'une infraction et encourt :

a) la première fois, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, un emprisonnement maximal de six mois et une amende maximale de 10 000 \$, ou l'une de ces peines;

b) pour toute récidive :

(i) sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, un emprisonnement maximal de deux ans et une amende maximale de 10 000 \$, ou l'une de ces peines,

(ii) sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, un emprisonnement maximal de six mois et une amende maximale de 10 000 \$, ou l'une de ces peines.

Infraction

Offence

(2) Every person who knowingly contravenes any of subsections 16(1) to (5) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

(2) Quiconque contrevient sciemment aux paragraphes 16(1) à (5) est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, un emprisonnement maximal de six mois et une amende maximale de 10 000 \$, ou l'une de ces peines.

Infraction

	AUTHORIZATIONS, DESIGNATIONS AND REGULATIONS	AUTORISATIONS, DÉSIGNATIONS ET RÈGLEMENTS	
Regulations	<p>18. (1) The lieutenant governor in council of a province may, for the purposes of this Act, make regulations</p> <p>(a) respecting the means by which classes of persons designated by the lieutenant governor in council of the province are required to report under section 4.1 or 4.3 or provide notification under section 6;</p> <p>(b) authorizing persons or classes of persons in the province to collect information;</p> <p>(c) authorizing persons or classes of persons in the province to register information; and</p> <p>(d) designating places or classes of places in the province as registration centres, and the area of the province served by each registration centre.</p>	<p>18. (1) Pour l'application de la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province peut, par règlement :</p> <p>a) prévoir, pour telle catégorie de personnes qu'il désigne, les modalités de comparution et celles de fourniture de l'avis, au titre des articles 4.1, 4.3 ou 6;</p> <p>b) autoriser des personnes, individuellement ou par catégorie, à recueillir les renseignements;</p> <p>c) autoriser des personnes, individuellement ou par catégorie, à procéder à l'enregistrement des renseignements;</p> <p>d) désigner des lieux, individuellement ou par catégorie, à titre de bureaux d'inscription et prévoir le secteur de la province que chacun de ces bureaux dessert.</p>	Règlement
Regulations	<p>(2) Subject to subsection (3), the lieutenant governor in council of a province may, by regulation, exercise the power of the Governor in Council with respect to any matter referred to in paragraph 19(3)(a) if the Governor in Council does not make a regulation with respect to that matter that applies in the province.</p>	<p>(2) Faute par le gouverneur en conseil d'exercer, pour la province, le pouvoir que lui confère l'alinéa 19(3)a) à l'égard de tel des objets qui y sont énumérés, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sous réserve du paragraphe (3), l'exercer par règlement.</p>	Exercice du pouvoir
Regulations cease to apply	<p>(3) A regulation made with respect to a matter by the lieutenant governor in council of a province under subsection (2) ceases to apply if the Governor in Council makes a regulation with respect to that matter that applies in the province.</p>	<p>(3) Dès que le gouverneur en conseil exerce ce pouvoir, le règlement pris par le lieutenant-gouverneur en conseil sur le même objet cesse d'avoir effet.</p>	Règlements — cessation d'effet
Regulations	<p>19. (1) Subject to subsection (2), the Governor in Council may, by regulation, exercise any power of the lieutenant governor in council of a province under any of paragraphs 18(1)(a) to (d) if the lieutenant governor in council of the province does not make a regulation under that paragraph.</p>	<p>19. (1) Faute par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province d'exercer tel des pouvoirs que lui confèrent les alinéas 18(1)a) à d), le gouverneur en conseil peut, sous réserve du paragraphe (2), l'exercer par règlement.</p>	Règlements
Regulations cease to apply	<p>(2) A regulation made by the Governor in Council under subsection (1) in the exercise of a power under any of paragraphs 18(1)(a) to (d) ceases to apply in a province if the lieutenant governor in council of the province makes a regulation under that paragraph.</p>	<p>(2) Dès que le lieutenant-gouverneur en conseil exerce tel de ces pouvoirs, le règlement pris par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe (1) dans l'exercice de ce pouvoir cesse d'avoir effet dans la province.</p>	Règlements : cessation d'effet
Regulations	<p>(3) The Governor in Council may make regulations</p>	<p>(3) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements concernant :</p>	Règlements

- (a) respecting the recording, the retention and maintenance, and the protection of information collected under this Act;
- (b) respecting the retention and maintenance, and the protection of information that is registered in the database;
- (c) respecting the registration of photographs taken under subsection 5(3);
- (d) respecting the destruction of information under subsections 9(3) and 15(2) and (3) and the permanent removal of information from the database; and
- (e) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

- a) les mesures visant la consignation, la garde et la protection des renseignements recueillis au titre de la présente loi;
- b) les mesures visant la garde et la protection des renseignements enregistrés dans la banque de données;
- c) l'enregistrement des photographies prises au titre du paragraphe 5(3);
- d) la radiation de renseignements de la banque de données et leur destruction au titre des paragraphes 9(3) et 15(2) et (3);
- e) toute autre mesure d'application de la présente loi.

R.S., c. C-46

RELATED AMENDMENTS TO THE CRIMINAL CODE

MODIFICATIONS CONNEXES : CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

20. The Criminal Code is amended by adding the following after section 490.01:

20. Le Code criminel est modifié par adjonction, après l'article 490.01, de ce qui suit :

Sex Offender Information

Renseignements sur les délinquants sexuels

Interpretation

Définitions

Definitions

Définitions

490.011 (1) The following definitions apply in this section and in sections 490.012 to 490.032.

490.011 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 490.012 à 490.032.

“crime of a sexual nature”
« crimes de nature sexuelle »

“crime of a sexual nature” means a crime referred to in subsection 3(2) of the *Sex Offender Information Registration Act*.

« banque de données » S'entend au sens du paragraphe 3(1) de la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels*.

« banque de données »
“database”

“database”
« banque de données »

“database” has the same meaning as in subsection 3(1) of the *Sex Offender Information Registration Act*.

« bureau d'inscription » S'entend au sens du paragraphe 3(1) de la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels*.

« bureau d'inscription »
“registration centre”

“designated offence”
« infraction désignée »

“designated offence” means

(a) an offence under any of the following provisions:

(i) subsection 7(4.1) (offence in relation to sexual offences against children),

(ii) section 151 (sexual interference),

(iii) section 152 (invitation to sexual touching),

(iv) section 153 (sexual exploitation),

(v) section 153.1 (sexual exploitation of person with disability),

« commission d'examen » La commission d'examen constituée ou désignée pour une province au titre du paragraphe 672.38(1).

« crimes de nature sexuelle » S'entend au sens du paragraphe 3(2) de la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels*.

« infraction désignée » Infraction :

a) prévue à l'une des dispositions suivantes :

« commission d'examen »
“Review Board”

« crimes de nature sexuelle »
“crime of a sexual nature”

« infraction désignée »
“designated offence”

- (vi) section 155 (incest),
- (vii) subsection 160(3) (bestiality in presence of or by a child),
- (viii) section 163.1 (child pornography), 5
- (ix) section 170 (parent or guardian procuring sexual activity),
- (x) section 172.1 (luring a child by means of a computer system),
- (xi) subsection 173(2) (exposure), 10
- (xii) paragraph 212(1)(i) (stupefying or overpowering for the purpose of sexual intercourse),
- (xiii) subsection 212(2) (living on the avails of prostitution of a person under 15 age of eighteen),
- (xiv) subsection 212(2.1) (aggravated offence — living on the avails of prostitution of a person under age of eighteen), 20
- (xv) subsection 212(4) (obtaining prostitution of person under age of eighteen),
- (xvi) section 271 (sexual assault),
- (xvii) section 272 (sexual assault with 25 a weapon, threats to a third party or causing bodily harm),
- (xviii) paragraph 273(2)(a) (aggravated sexual assault — use of a firearm), 30
- (xix) paragraph 273(2)(b) (aggravated sexual assault), and
- (xx) subsection 273.3(2) (removal of a child from Canada);
- (b) an offence under any of the following 35 provisions:
- (i) subsection 173(1) (indecent acts),
- (ii) section 177 (trespassing at night),
- (iii) section 230 (murder in commission of offences), 40
- (iv) section 234 (manslaughter),
- (v) paragraph 246(b) (overcoming resistance to commission of offence),
- (i) le paragraphe 7(4.1) (infraction relative aux infractions d'ordre sexuel impliquant des enfants),
- (ii) l'article 151 (contacts sexuels),
- (iii) l'article 152 (incitation à des 5 contacts sexuels),
- (iv) l'article 153 (exploitation sexuelle),
- (v) l'article 153.1 (exploitation d'une personne handicapée à des fins sexuel-10 les),
- (vi) l'article 155 (inceste),
- (vii) le paragraphe 160(3) (bestialité en présence d'enfants ou incitation de ceux-ci), 15
- (viii) l'article 163.1 (pornographie juvénile),
- (ix) l'article 170 (père, mère ou tuteur qui sert d'entremetteur),
- (x) l'article 172.1 (leurre au moyen 20 d'un ordinateur),
- (xi) le paragraphe 173(2) (exhibitionnisme),
- (xii) l'alinéa 212(1)i) (stupéfaction ou subjugation pour avoir des rapports 25 sexuels),
- (xiii) le paragraphe 212(2) (vivre des produits de la prostitution d'une personne âgée de moins de dix-huit ans),
- (xiv) le paragraphe 212(2.1) (infrac-30 tion grave — vivre des produits de la prostitution d'une personne âgée de moins de dix-huit ans),
- (xv) le paragraphe 212(4) (prostitution d'une personne âgée de moins de 35 dix-huit ans),
- (xvi) l'article 271 (agression sexuelle),
- (xvii) l'article 272 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles), 40
- (xviii) l'alinéa 273(2)a) (agression sexuelle grave avec une arme à feu),
- (xix) l'alinéa 273(2)b) (agression sexuelle grave),

- (vi) section 264 (criminal harassment),
- (vii) section 279 (kidnapping),
- (viii) section 280 (abduction of a person under age of sixteen),
- (ix) section 281 (abduction of a person under age of fourteen), 5
- (x) paragraph 348(1)(d) (breaking and entering a dwelling house with intent to commit an indictable offence),
- (xi) paragraph 348(1)(d) (breaking and entering a dwelling house and committing an indictable offence),
- (xii) paragraph 348(1)(e) (breaking and entering a place other than a dwelling house with intent to commit an indictable offence), and 15
- (xiii) paragraph 348(1)(e) (breaking and entering a place other than a dwelling house and committing an indictable offence); 20
- (c) an offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read from time to time before January 4, 1983: 25
- (i) section 144 (rape),
- (ii) section 145 (attempt to commit rape),
- (iii) section 149 (indecent assault on female), 30
- (iv) section 156 (indecent assault on male), and
- (v) subsection 246(1) (assault with intent);
- (d) an offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read from time to time before January 1, 1988: 35
- (i) subsection 146(1) (sexual intercourse with a female under age of fourteen), 40
- (ii) subsection 146(2) (sexual intercourse with a female between ages of fourteen and sixteen), 45
- (xx) le paragraphe 273.3(2) (passage d'enfants à l'étranger);
- b) prévue à l'une des dispositions suivantes :
- (i) le paragraphe 173(1) (actions indécentes), 5
- (ii) l'article 177 (intrusion de nuit),
- (iii) l'article 230 (infraction accompagnée d'un meurtre),
- (iv) l'article 234 (homicide involontaire coupable), 10
- (v) l'alinéa 246b) (fait de vaincre la résistance à la perpétration d'une infraction),
- (vi) l'article 264 (harcèlement criminel), 15
- (vii) l'article 279 (enlèvement),
- (viii) l'article 280 (enlèvement d'une personne âgée de moins de seize ans),
- (ix) l'article 281 (enlèvement d'une personne âgée de moins de quatorze ans), 20
- (x) l'alinéa 348(1)d) (introduction par effraction dans une maison d'habitation avec intention d'y commettre un acte criminel), 25
- (xi) l'alinéa 348(1)d) (introduction par effraction dans une maison d'habitation et commission d'un acte criminel), 30
- (xii) l'alinéa 348(1)e) (introduction par effraction dans un endroit autre qu'une maison d'habitation avec intention d'y commettre un acte criminel), 35
- (xiii) l'alinéa 348(1)e) (introduction par effraction dans un endroit autre qu'une maison d'habitation et commission d'un acte criminel);
- c) prévue à l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans leurs versions antérieures au 4 janvier 1983 :
- (i) l'article 144 (viol), 45

	(iii) section 153 (sexual intercourse with step-daughter),	(ii) l'article 145 (tentative de viol),	
	(iv) section 157 (gross indecency),	(iii) l'article 149 (attentat à la pudeur d'une personne de sexe féminin),	
	(v) section 166 (parent or guardian procuring defilement), and 5	(iv) l'article 156 (attentat à la pudeur d'une personne de sexe masculin), 5	
	(vi) section 167 (householder permitting defilement);	(v) le paragraphe 246(1) (voies de fait avec intention de commettre un acte criminel);	
	(e) an attempt or conspiracy to commit an offence referred to in any of paragraphs (a), (c) and (d); or 10	d) prévue à l'une des dispositions suivantes du <i>Code criminel</i> , chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans leurs versions antérieures au 1 ^{er} janvier 1988 :	
	(f) an attempt or conspiracy to commit an offence referred to in paragraph (b).	(i) le paragraphe 146(1) (rapports sexuels avec une personne de sexe féminin âgée de moins de quatorze ans),	
“Ontario Act” « loi ontarienne »	“Ontario Act” means <i>Christopher’s Law (Sex Offender Registry)</i> , 2000, S.O. 2000, c. 1.	(ii) le paragraphe 146(2) (rapports sexuels avec une personne de sexe féminin âgée de quatorze ans mais de moins de seize ans),	
“pardon” « réhabilitation »	“pardon” means a pardon granted by any authority under law, other than a free pardon granted under Her Majesty’s royal prerogative of mercy or under section 748, that has not ceased to have effect or been revoked. 15	(iii) l'article 153 (rapports sexuels avec sa belle-fille),	
“registration centre” « bureau d’inscription »	“registration centre” has the same meaning as 20 in subsection 3(1) of the <i>Sex Offender Information Registration Act</i> .	(iv) l'article 157 (grossière indécence), 25	
“Review Board” « commission d’examen »	“Review Board” means the Review Board established or designated for a province under subsection 672.38(1). 25	(v) l'article 166 (père, mère ou tuteur qui cause le défloremment),	
“verdict of not criminally responsible on account of mental disorder” « verdict de non-responsabilité »	“verdict of not criminally responsible on account of mental disorder” has the same meaning as in section 672.1.	(vi) l'article 167 (maître de maison qui permet le défloremment);	
		e) constituée par la tentative ou le 30 complot en vue de perpétrer l'une ou l'autre des infractions énumérées aux alinéas a), c) et d);	
		f) constituée par la tentative ou le complot en vue de perpétrer l'une ou l'autre 35 des infractions énumérées à l'alinéa b).	
		« loi ontarienne » La <i>Loi Christopher de 2000 sur le registre des délinquants sexuels</i> , L.O. 2000, ch. 1.	« loi ontarienne » “Ontario Act”
		« réhabilitation » Réhabilitation octroyée par 40 toute autorité en vertu de la loi, autre qu'un pardon absolu accordé en vertu de la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté ou de l'article 748, qui n'a pas été révoquée ni n'a cessé d'avoir effet. 45	« réhabilitation » “pardon”

« verdict de non-responsabilité » S'entend au sens de « verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux » à l'article 672.1.

« verdict de non-responsabilité »
"verdict of not criminally responsible on account of mental disorder"

Interpretation

(2) For the purpose of this section and sections 490.012 to 490.032, a person who is convicted of, or found not criminally responsible on account of mental disorder for, a designated offence does not include a young person

(a) within the meaning of subsection 2(1) of the *Youth Criminal Justice Act* unless they are given an adult sentence within the meaning of that subsection for the offence; 10 or

(b) within the meaning of subsection 2(1) of the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, unless they are convicted of the offence in ordinary court within the meaning of that subsection. 15

(2) Pour l'application du présent article et des articles 490.012 à 490.032, « personne » et « intéressé », en ce qui concerne une déclaration de culpabilité ou d'un verdict de non-responsabilité, ne s'entendent :

a) s'agissant de l'adolescent, au sens du 10 paragraphe 2(1) de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*, que de celui à qui est infligée une peine applicable aux adultes au sens de ce paragraphe;

b) s'agissant de l'adolescent, au sens du 15 paragraphe 2(1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), que de celui qui est déclaré coupable par la juridiction normalement compétente au sens de ce paragraphe. 20

5 Interpretation

Order to Comply with Registration Requirements

Ordre de se conformer aux obligations en matière d'enregistrement

Order

490.012 (1) A court shall, on application of the prosecutor, make an order in Form 52 requiring a person to comply with the *Sex Offender Information Registration Act* for the applicable period specified in subsection 490.013(2), (3) or (4) as soon as possible after it imposes a sentence on the person for an offence referred to in paragraph (a), (c), (d) or (e) of the definition "designated offence" in subsection 490.011(1), or renders a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder for such an offence. 25

490.012 (1) Le tribunal doit, sur demande du poursuivant, dès que possible après le prononcé de la peine ou du verdict de non-responsabilité, enjoindre à la personne visée par celui-ci ou déclarée coupable, à 25 l'égard d'une infraction visée aux alinéas a), c), d) ou e) de la définition de « infraction désignée » au paragraphe 490.011(1), par ordonnance rédigée selon la formule 52, de se conformer à la *Loi sur l'enregistrement de 30 renseignements sur les délinquants sexuels* pendant la période applicable selon les paragraphes 490.013(2), (3) ou (4).

Ordonnance

Order

(2) A court shall, on application of the 30 prosecutor, make an order in Form 52 requiring a person to comply with the *Sex Offender Information Registration Act* for the applicable period specified in subsection 490.013(2), (3) or (4) as soon as possible after it imposes 35 a sentence on the person for an offence referred to in paragraph (b) or (f) of the

(2) Le tribunal doit, sur demande du 35 poursuivant, dès que possible après le prononcé de la peine, enjoindre à la personne déclarée coupable, à l'égard d'une infraction visée aux alinéas b) ou f) de la définition de « infraction désignée » au paragraphe 490.011(1), par ordonnance rédigée selon la 40 formule 52, de se conformer à la *Loi sur*

Ordonnance

definition “designated offence” in subsection 490.011(1), if the prosecutor establishes beyond a reasonable doubt that the person committed the offence with the intent to commit an offence referred to in paragraph (a), (c), (d) or (e) of that definition.

l’enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels pendant la période applicable selon les paragraphes 490.013(2), (3) ou (4), dès lors que le poursuivant établit hors de tout doute raisonnable que celle-ci a commis l’infraction avec l’intention de commettre une infraction visée aux alinéas a), c), d) ou e) de cette définition.

Order

(3) A court shall, on application of the prosecutor, make an order in Form 52 requiring a person in respect of whom an order may be made under subsection (1) or (2) to comply with the *Sex Offender Information Registration Act* for the applicable period specified in subsection 490.013(5), as soon as possible after it imposes a sentence on the person for a designated offence or renders a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder for such an offence, if the prosecutor establishes that

(a) the person was, before or after the coming into force of that Act, previously convicted of, or found not criminally responsible on account of mental disorder for, an offence referred to in paragraph (a), (c), (d) or (e) of the definition “designated offence” in subsection 490.011(1);

(b) the person is not, and was not at any time, subject to an obligation under section 490.019; and

(c) no order was made under subsection (1) in connection with the previous offence.

(3) Le tribunal doit, sur demande du poursuivant, dès que possible après le prononcé de la peine ou du verdict de non-responsabilité, enjoindre à la personne visée par celui-ci ou déclarée coupable à l’égard d’une infraction désignée, si celle-ci peut faire l’objet d’une ordonnance au titre des paragraphes (1) ou (2), par ordonnance rédigée selon la formule 52, de se conformer à la *Loi sur l’enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels* pendant la période prévue au paragraphe 490.013(5), dès lors que le poursuivant établit :

a) qu’elle a, avant ou après l’entrée en vigueur de cette loi, fait l’objet d’une déclaration de culpabilité ou d’un verdict de non-responsabilité à l’égard d’une infraction visée aux alinéas a), c), d) ou e) de la définition de « infraction désignée » au paragraphe 490.011(1);

b) qu’elle n’a jamais été assujettie à l’obligation prévue à l’article 490.019;

c) qu’aucune ordonnance n’a été rendue à l’égard de cette infraction en application du paragraphe (1).

Ordonnance

Exception

(4) The court is not required to make an order under this section if it is satisfied that the person has established that, if the order were made, the impact on them, including on their privacy or liberty, would be grossly disproportionate to the public interest in protecting society through the effective investigation of crimes of a sexual nature, to be achieved by the registration of information relating to sex offenders under the *Sex Offender Information Registration Act*.

(4) Le tribunal n’est toutefois pas tenu de rendre l’ordonnance s’il est convaincu que l’intéressé a établi que celle-ci aurait à son égard, notamment sur sa vie privée ou sa liberté, un effet nettement démesuré par rapport à l’intérêt que présente, pour la protection de la société au moyen d’enquêtes efficaces sur les crimes de nature sexuelle, l’enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels prévu par la *Loi sur l’enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels*.

Exception

Reasons for decision

(5) The court shall give reasons for its decision.

(5) La décision doit être motivée.

Motifs

Date order begins

490.013 (1) An order made under section 490.012 begins on the day on which it is made.

490.013 (1) L’ordonnance prend effet à la date de son prononcé.

Prise d’effet de l’ordonnance

Duration of order	<p>(2) An order made under subsection 490.012(1) or (2)</p> <p>(a) ends 10 years after it was made if the offence in connection with which it was made was prosecuted summarily or is an offence for which the maximum term of imprisonment is two or five years;</p> <p>(b) ends 20 years after it was made if the offence in connection with which it was made is one for which the maximum term of imprisonment is 10 or 14 years; and</p> <p>(c) applies to the person for life if the offence in connection with which it was made is one for which the maximum term of imprisonment is life.</p>	<p>(2) L'ordonnance visée aux paragraphes 490.012(1) ou (2) :</p> <p>a) prend fin dix ans après son prononcé si l'infraction en cause est poursuivie selon la procédure sommaire ou est passible d'une peine maximale d'emprisonnement de deux ou cinq ans;</p> <p>b) prend fin vingt ans après son prononcé si l'infraction en cause est passible d'une peine maximale d'emprisonnement de dix ou quatorze ans;</p> <p>c) s'applique à perpétuité si l'infraction en cause est passible d'une peine maximale d'emprisonnement à perpétuité.</p>	Durée de l'ordonnance
Duration of order	<p>(3) An order made under subsection 490.012(1) or (2) applies to a person for life if they are, or were at any time, subject to an obligation under section 490.019.</p>	<p>(3) Elle s'applique à perpétuité si l'intéressé est ou a été assujetti à une obligation prévue à l'article 490.019.</p>	Durée de l'ordonnance
Duration of order	<p>(4) An order made under subsection 490.012(1) or (2) applies to a person for life if they are, or were at any time, subject to an order made previously under either of those subsections.</p>	<p>(4) Elle s'applique à perpétuité si l'intéressé fait ou a fait l'objet d'une ordonnance rendue antérieurement en vertu de tel des paragraphes 490.012(1) ou (2).</p>	Durée de l'ordonnance
Duration of order	<p>(5) An order made under subsection 490.012(3) applies to a person for life.</p>	<p>(5) L'ordonnance visée au paragraphe 490.012(3) s'applique à perpétuité.</p>	Durée de l'ordonnance
Appeal	<p>490.014 The prosecutor, or a person who is subject to an order under section 490.012, may appeal from a decision of the court under that section on any ground of appeal that raises a question of law or of mixed law and fact. The appeal court may dismiss the appeal, or allow it and order a new hearing, quash the order or make an order that may be made under that section.</p>	<p>490.014 Le poursuivant ou l'intéressé peut interjeter appel de la décision rendue en vertu de l'article 490.012 pour tout motif de droit ou mixte de droit et de fait; le tribunal saisi peut soit rejeter l'appel, soit l'accueillir et ordonner une nouvelle audition, annuler l'ordonnance attaquée ou rendre une ordonnance en application de cet article.</p>	Appel
Application for termination order	<p>490.015 (1) A person who is subject to an order may apply for a termination order</p> <p>(a) not earlier than five years after the order was made, in the case of an order that is applicable for 10 years under paragraph 490.013(2)(a);</p> <p>(b) not earlier than 10 years after the order was made, in the case of an order that is applicable for 20 years under paragraph 490.013(2)(b);</p>	<p>490.015 (1) L'intéressé peut demander au tribunal compétent une ordonnance de révocation :</p> <p>a) au plus tôt cinq ans après son prononcé, dans le cas prévu à l'alinéa 490.013(2)a);</p> <p>b) au plus tôt dix ans après son prononcé, dans le cas prévu à l'alinéa 490.013(2)b);</p> <p>c) au plus tôt vingt ans après son prononcé, dans les cas prévus à l'alinéa 490.013(2)c) ou aux paragraphes 490.013(3) ou (5);</p> <p>d) à partir de la date de sa réhabilitation.</p>	Demande de révocation

(c) not earlier than 20 years after the order was made, in the case of an order that is applicable for life under paragraph 490.013(2)(c) or subsection 490.013(3) or (5); or

5

(d) on or after the day on which they receive a pardon.

Application for termination of multiple orders

(2) If more than one order is made in respect of a person, the person may apply for a termination order not earlier than 20 years after the most recent order was made under section 490.012, or on or after the day on which they receive a pardon. The application must be in relation to every order that is in effect.

15

(2) La demande doit porter sur toutes les ordonnances en vigueur et peut être présentée, selon le cas, au plus tôt vingt ans après le prononcé de la plus récente ou à partir de la date de la réhabilitation de l'intéressé.

5

Ordonnances multiples

Person subject to obligation

(3) If an applicant is also subject to an obligation under section 490.019, the application must be in relation to that obligation as well as to every order that is in effect.

(3) La demande doit porter tant sur l'obligation prévue à l'article 490.019 que sur toutes les ordonnances en vigueur.

Assujettissement à une obligation

Re-application

(4) A person whose application is refused may re-apply not earlier than five years after they made the previous application. However, they may not re-apply under this subsection if an order is made with respect to them under section 490.012 after the previous application was made.

25

(4) En cas de rejet, une nouvelle demande ne peut être présentée avant que se soient écoulés cinq ans depuis la date de la précédente; elle est irrecevable si, entre-temps, l'intéressé fait l'objet d'une ordonnance au titre de l'article 490.012.

Nouvelle demande

Court to which application is made

(5) A person must apply to a superior court of criminal jurisdiction under this section if such a court made an order to which the application relates. In any other case, they must apply to a court of criminal jurisdiction.

30

(5) Le tribunal compétent est la cour supérieure de juridiction criminelle, si une telle cour a rendu l'une des ordonnances en cause, et, dans les autres cas, la cour de juridiction criminelle.

Tribunal compétent

Termination order

490.016 (1) The court shall make a termination order if it is satisfied that the person has established that the impact on them of continuing the order or orders, and any obligation, to which the application relates, including on their privacy or liberty, would be grossly disproportionate to the public interest in the protection of society through the effective investigation of crimes of a sexual nature, to be achieved by the registration of information relating to sex offenders under the *Sex Offender Information Registration Act*.

40

490.016 (1) Le tribunal prononce la révocation des ordonnances et obligations en cause s'il est convaincu que l'intéressé a établi que leur maintien aurait à son égard, notamment sur sa vie privée ou sa liberté, un effet nettement démesuré par rapport à l'intérêt que présente, pour la protection de la société au moyen d'enquêtes efficaces sur les crimes de nature sexuelle, l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels prévu par la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels*.

Ordonnance de révocation

Reasons for decision

(2) The court shall give reasons for its decision.

45

(2) La décision doit être motivée.

Motifs

Appeal

490.017 The prosecutor or the person who applied for a termination order may appeal from a decision made under subsection 490.016(1) on any ground of appeal that raises a question of law or of mixed law and fact. The appeal court may dismiss the appeal, or allow it and order a new hearing, quash the termination order or make an order that may be made under that subsection.

490.017 L'intéressé ou le poursuivant peut interjeter appel de la décision rendue en application du paragraphe 490.016(1) pour tout motif de droit ou mixte de droit et de fait; le tribunal saisi peut soit rejeter l'appel, soit l'accueillir et ordonner une nouvelle audition, annuler l'ordonnance de révocation ou prononcer la révocation au titre du paragraphe 490.016(1).

Appel

Requirements relating to notice

490.018 (1) When a court or appeal court makes an order under section 490.012, it shall cause

490.018 (1) Lorsqu'il rend une ordonnance en application de l'article 490.012, le tribunal doit veiller à ce que :

Exigences afférentes à l'ordonnance

- (a) the order to be read by or to the person who is subject to it;
- (b) a copy of the order to be given to that person;
- (c) that person to be informed of sections 4 to 7 and subsection 17(1) of the *Sex Offender Information Registration Act* and section 490.031; and
- (d) a copy of the order to be sent to
 - (i) the Review Board that is responsible for making a disposition with respect to that person, if applicable,
 - (ii) the person in charge of the place in which that person is to serve the custodial portion of a sentence or is to be detained in custody as part of a disposition under Part XX.1, if applicable, and
 - (iii) the police service whose member charged that person with the offence in connection with which the order is made.

- a) celle-ci soit lue à l'intéressé ou par celui-ci;
- b) une copie lui en soit remise;
- c) l'intéressé soit informé de la teneur des articles 4 à 7 et du paragraphe 17(1) de la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels* et de l'article 490.031;
- d) une copie de celle-ci soit transmise :
 - (i) à la commission d'examen qui peut rendre, le cas échéant, une décision à l'égard de l'intéressé,
 - (ii) au responsable du lieu où l'intéressé purge la partie privative de liberté de sa peine pour l'infraction ou est détenu aux termes d'une décision rendue en vertu de la partie XX.1, le cas échéant,
 - (iii) au service de police dont l'un des membres a inculpé l'intéressé de l'infraction à l'origine de l'ordonnance.

Endorsement

(2) After paragraphs (1)(a) to (c) have been complied with, the person who is subject to the order shall endorse the order.

(2) Une fois que les formalités visées aux alinéas (1)a) à c) ont été respectées, l'intéressé signe l'ordonnance.

Signature de l'intéressé

Notice on disposition by Review Board

(3) A Review Board shall cause a copy of the order to be given to the person who is subject to it when it directs

(3) La commission d'examen veille à ce qu'une copie de l'ordonnance soit remise à l'intéressé lorsqu'elle prend :

Avis de la décision de la commission d'examen

- (a) under paragraph 672.54(a), that the person be discharged absolutely; or
- (b) under paragraph 672.54(b), that the person be discharged subject to conditions, unless the conditions restrict the person's liberty in a manner and to an extent that prevent them from complying with section 4, 4.1, 4.3 or 6 of the *Sex Offender Information Registration Act*.

- a) en vertu de l'alinéa 672.54a), la décision de le libérer inconditionnellement;
- b) en vertu de l'alinéa 672.54b), la décision de le libérer sous réserve de conditions qui ne restreignent pas sa liberté au point de l'empêcher de se conformer aux articles 4, 4.1, 4.3 ou 6 de la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels*.

Notice before release

(4) The person in charge of the place in which the person is serving the custodial portion of a sentence, or is detained in custody, before their release or discharge shall give the person a copy of the order not earlier than 10 days before their release or discharge.

(4) Le responsable du lieu où l'intéressé purge la partie privative de liberté de sa peine ou est détenu avant sa mise en liberté ou sa libération doit lui remettre une copie de l'ordonnance, au plus tôt dix jours avant cet événement.

Avis

Obligation to Comply with Registration Requirements

Obligation to comply

490.019 A person who is served with a notice in Form 53 shall comply with the *Sex Offender Information Registration Act* for the applicable period specified in section 490.022 unless a court makes an exemption order under subsection 490.023(2).

Obligations en matière d'enregistrement

490.019 La personne à qui est signifié l'avis établi selon la formule 53 est tenue, sauf en cas de dispense au titre du paragraphe 490.023(2), de se conformer à la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels* pendant la période applicable selon l'article 490.022.

Obligation

Persons who may be served

490.02 (1) The Attorney General of a province or minister of justice of a territory may serve a person with a notice only if the person was convicted of, or found not criminally responsible on account of mental disorder for, an offence referred to in paragraph (a), (c), (d) or (e) of the definition "designated offence" in subsection 490.011(1) and

490.02 (1) Le procureur général de la province ou le ministre de la Justice du territoire ne peut signifier l'avis qu'à la personne qui, ayant fait l'objet d'une déclaration de culpabilité ou d'un verdict de non-responsabilité à l'égard d'une infraction visée aux alinéas a), c), d) ou e) de la définition de « infraction désignée » au paragraphe 490.011(1), répond à l'une des conditions suivantes :

Signification

(a) on the day on which the *Sex Offender Information Registration Act* comes into force, they are subject to a sentence for, or have not received an absolute discharge under Part XX.1 from, the offence; or

a) à la date d'entrée en vigueur de la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels*, elle est assujettie à une peine ou n'a pas obtenu sa libération inconditionnelle en vertu de la partie XX.1;

(b) in any other case,

b) sinon, son nom figurait, à l'entrée en vigueur de cette loi, à l'égard de l'infraction, dans le registre des délinquants sexuels établi par la loi ontarienne et, selon le cas, elle résidait en Ontario pendant tout ou partie de la période allant du 23 avril 2001 jusqu'à cette date d'entrée en vigueur, 35 ou y a commis l'infraction.

(i) their name appears in connection with the offence, immediately before the *Sex Offender Information Registration Act* comes into force, in the sex offender registry established under the Ontario Act, and

(ii) they either were a resident of Ontario at any time between April 23, 2001 and the day on which the *Sex Offender Information Registration Act* comes into force or committed the offence in Ontario.

Exception

(2) A notice shall not be served on a person (a) referred to in paragraph (1)(a) or (b) if they have been finally acquitted of, or have received a free pardon granted under Her

(2) L'avis ne peut être signifié à quiconque : a) est visé aux alinéas (1)a) ou b) et a été finalement acquitté de chaque infraction à l'égard de laquelle l'avis aurait pu lui être

Exception

Majesty's royal prerogative of mercy or section 748 for, every offence in connection with which notice may be served on them under that paragraph;

(b) referred to in paragraph (1)(a) or (b) if an application has been made for an order under subsection 490.012(3) in relation to any offence in connection with which notice may be served on them under that paragraph; or

(c) referred to in paragraph (1)(b) if they have provided proof of a pardon in accordance with subsection 9(1) of the Ontario Act.

signifié, ou a obtenu pour chacune un pardon absolu accordé en vertu de la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté ou de l'article 748;

b) est visé aux alinéas (1)a) ou b) et fait l'objet d'une demande d'ordonnance prévue au paragraphe 490.012(3) pour toute infraction à l'égard de laquelle l'avis aurait pu lui être signifié;

c) est visé à l'alinéa (1)b) et a fourni la preuve de sa réhabilitation conformément au paragraphe 9(1) de la loi ontarienne.

Period for and method of service

490.021 (1) The notice shall be personally served within one year after the day on which the *Sex Offender Information Registration Act* comes into force.

490.021 (1) L'avis est signifié à personne dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels*.

Signification

Exception

(2) If a person referred to in paragraph 490.02(1)(a) is unlawfully at large or is in breach of any terms of their sentence or discharge, or conditions set under this Act, that relate to residence, the notice may be served by registered mail at their last known address.

(2) Si la personne visée à l'alinéa 490.02(1)a) se trouve illégalement en liberté ou enfreint les conditions de résidence découlant de sa peine ou de sa libération ou de la présente loi, l'avis lui est signifié par courrier recommandé, à sa dernière adresse connue.

Exception

Exception

(3) If a person referred to in paragraph 490.02(1)(b) is not in compliance with section 3 of the Ontario Act on the day on which the *Sex Offender Information Registration Act* comes into force, the notice may be served by registered mail at their last known address.

(3) Si la personne visée à l'alinéa 490.02(1)b) est, à la date d'entrée en vigueur de la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels*, en contravention de l'article 3 de la loi ontarienne, l'avis lui est signifié par courrier recommandé, à sa dernière adresse connue.

Exception

Exception

(4) If a person referred to in paragraph 490.02(1)(b) is in compliance with section 3 and subsection 7(2) of the Ontario Act on the day on which the *Sex Offender Information Registration Act* comes into force but fails to comply with subsection 3(1) or 7(2) of the Ontario Act within one year after that day, the notice shall be served within one year after the day on which they failed to comply and may be served by registered mail at their last known address.

(4) Si la personne visée à l'alinéa 490.02(1)b) s'est, à la date d'entrée en vigueur de la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels*, conformée à l'article 3 et au paragraphe 7(2) de la loi ontarienne, mais omet, dans l'année qui suit, de se conformer aux paragraphes 3(1) ou 7(2) de cette loi, l'avis lui est signifié par courrier recommandé, à sa dernière adresse connue, dans l'année suivant la date du manquement.

Exception

Proof of service

(5) An affidavit of the person who served the notice, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, is evidence of the service and the notice if it sets out that

(a) the person who served the notice has charge of the appropriate records and has knowledge of the facts in the particular case;

(b) the notice was personally served on, or mailed to, the person to whom it was directed on a named day; and

(c) the person who served the notice identifies a true copy of the notice as an exhibit attached to the affidavit.

(5) Fait foi de la signification et de l'avis l'affidavit souscrit par l'auteur de la signification devant un commissaire ou toute autre personne autorisée à recevoir les affidavits et dans lequel il atteste qu'il a la charge des pièces pertinentes et qu'il a connaissance des faits de l'espèce, que l'avis a été signifié à personne ou par courrier au destinataire à la date indiquée et qu'il reconnaît comme pièce jointe à l'affidavit la copie conforme de l'avis.

Preuve de signification

Requirements relating to notice

(6) The person who served the notice shall, without delay, send a copy of the affidavit and the notice to the Attorney General of the province, or the minister of justice of the territory, in which the person was served.

(6) L'auteur de la signification expédie sans délai un double de l'affidavit et de l'avis au procureur général de la province ou au ministre de la Justice du territoire où la signification a été effectuée.

Transmission de l'avis

Date obligation begins

490.022 (1) The obligation under section 490.019 begins

(a) either one year after the day on which a person is served with a notice under section 490.021 or when a court decides not to make an exemption order under subsection 490.023(2), whichever is later; or

(b) when an exemption order made under this Act is quashed.

490.022 (1) L'obligation prend effet :

a) un an après la date de signification de l'avis ou, si elle est postérieure, à la date de la décision de ne pas accorder la dispense au titre du paragraphe 490.023(2);

b) à la date de l'annulation de la dispense.

Prise d'effet de l'obligation

Date obligation ends

(2) The obligation ends on the earliest of

(a) the day on which an exemption order is made on an appeal from a decision made under subsection 490.023(2),

(b) the day on which the obligation of a person referred to in paragraph 490.02(1)(b) to comply with section 3 of the Ontario Act ends under paragraph 7(1)(a) of that Act, or

(c) the day on which a person referred to in paragraph 490.02(1)(b) provides satisfactory proof of a pardon to a person who collects information, within the meaning of subsection 3(1) of the *Sex Offender Information Registration Act*, at a registration centre.

(2) L'obligation s'éteint à celle des dates suivantes qui est antérieure aux autres :

a) la date à laquelle la dispense est accordée, en cas d'appel de la décision rendue au titre du paragraphe 490.023(2);

b) la date, s'agissant de la personne visée à l'alinéa 490.02(1)b), de l'extinction, au titre de l'alinéa 7(1)a) de la loi ontarienne, de l'obligation de se conformer à l'article 330 de cette loi;

c) la date, s'agissant de la personne visée à l'alinéa 490.02(1)b), à laquelle elle fournit au préposé à la collecte — au sens du paragraphe 3(1) de la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants*

Extinction de l'obligation

Duration of obligation

(3) If none of paragraphs (2)(a) to (c) applies earlier, the obligation

(a) ends 10 years after the day on which the person was sentenced, or found not criminally responsible on account of mental disorder, for an offence to which the obligation relates that was prosecuted summarily or for which the maximum term of imprisonment is two or five years;

(b) ends 20 years after the day on which the person was sentenced, or found not criminally responsible on account of mental disorder, for an offence to which the obligation relates and for which the maximum term of imprisonment is 10 or 14 15 years;

(c) applies for life if the maximum term of imprisonment for an offence to which the obligation relates is life; or

(d) applies for life if the person was 20 convicted of, or found not criminally responsible on account of mental disorder for, more than one offence referred to in paragraph (a), (c), (d) or (e) of the definition “designated offence” in subsection 25 490.011(1).

Application for exemption order

490.023 (1) A person who is not subject to an order under section 490.012 may, within one year after the day on which they are served with a notice under section 490.021, apply to any court of criminal jurisdiction for an order exempting them from the obligation under section 490.019.

Exemption order

(2) The court shall make an exemption order if it is satisfied that the person has 35 established that the impact of the obligation on them, including on their privacy or liberty, would be grossly disproportionate to the public interest in protecting society through the effective investigation of crimes of a 40 sexual nature, to be achieved by the registration of information relating to sex offenders under the *Sex Offender Information Registration Act*.

Reasons for decision

(3) The court shall give reasons for its 45 decision.

sexuels —, à un bureau d’inscription, une preuve satisfaisante de sa réhabilitation.

(3) Si elle ne s’est pas éteinte aux termes du paragraphe (2), l’obligation :

a) s’éteint dix ans après la date du prononcé 5 de la peine ou du verdict de non-responsabilité si l’infraction en cause est poursuivie selon la procédure sommaire ou passible d’une peine maximale d’emprisonnement de deux ou cinq ans; 10

b) s’éteint vingt ans après la date du prononcé de la peine ou du verdict de non-responsabilité si l’infraction en cause est passible d’une peine maximale d’emprisonnement de dix ou quatorze ans; 15

c) s’applique à perpétuité si l’infraction en cause est passible d’une peine maximale d’emprisonnement à perpétuité;

d) s’applique à perpétuité en cas de déclaration de culpabilité ou de verdict de non-responsabilité à l’égard de plusieurs infractions visées aux alinéas a), c), d) ou e) de la définition de « infraction désignée » au paragraphe 490.011(1).

Durée de l’obligation

490.023 (1) Dans l’année qui suit la signifi- 25 cation de l’avis, la personne qui n’est pas visée par une ordonnance au titre de l’article 490.012 peut demander à la cour de juridiction criminelle de la dispenser de son obligation.

Demande de dispense de l’obligation

(2) La cour accorde la dispense si elle est 30 convaincue que l’intéressé a établi que l’obligation aurait à son égard, notamment sur sa vie privée ou sa liberté, un effet nettement démesuré par rapport à l’intérêt que présente, pour la protection de la société au moyen 35 d’enquêtes efficaces sur les crimes de nature sexuelle, l’enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels prévu par la *Loi sur l’enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels*. 40

Ordonnance

(3) La décision doit être motivée.

Motifs

Effect of exemption order	(4) If the court makes an exemption order, it shall also make an order requiring the permanent removal from the database of all information that relates to the person.	(4) Si elle accorde la dispense, la cour ordonne la radiation de tous les renseignements sur l'intéressé dans la banque de données.	Radiation des renseignements
Appeal	490.024 (1) The Attorney General or the person who applied for an exemption order may appeal from a decision of the court under subsection 490.023(2) on any ground of appeal that raises a question of law or of mixed law and fact. The appeal court may dismiss the appeal, or allow it and order a new hearing, quash the exemption order or make an order that may be made under that subsection.	490.024 (1) Le procureur général ou l'intéressé peut interjeter appel de la décision pour tout motif de droit ou mixte de droit et de fait; le tribunal saisi peut soit rejeter l'appel, soit l'accueillir et ordonner une nouvelle audition, annuler la dispense ou encore l'accorder au titre du paragraphe 490.023(2).	5 Appel
Effect of exemption order	(2) If an appeal court makes an exemption order, it shall also make an order requiring the permanent removal from the database of all information that relates to the person.	(2) S'il accorde la dispense, le tribunal ordonne la radiation de tous les renseignements sur l'intéressé dans la banque de données.	Radiation des renseignements 15
Requirements relating to notice	490.025 When a court decides not to make an exemption order under subsection 490.023(2) or an appeal court dismisses an appeal from such a decision or quashes an exemption order made under that subsection, it shall notify the Attorney General of the decision and cause the person who applied for the exemption order to be informed of sections 4 to 7 and subsection 17(1) of the <i>Sex Offender Information Registration Act</i> and section 490.031.	490.025 La cour ou le tribunal informe le procureur général de sa décision de ne pas accorder ou d'annuler la dispense ou de rejeter l'appel de l'intéressé et porte à la connaissance de l'intéressé la teneur des articles 4 à 7 et 20 du paragraphe 17(1) de la <i>Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels</i> et de l'article 490.031.	Formalités
Application for termination order	490.026 (1) A person who is subject to an obligation under section 490.019 and is not subject to an order under section 490.012 may apply to a court of criminal jurisdiction for a termination order.	490.026 (1) La personne assujettie à l'obligation prévue à l'article 490.019 qui n'est pas visée par une ordonnance au titre de l'article 490.012 peut demander à la cour de juridiction criminelle de prononcer l'extinction de l'obligation.	Demande d'extinction de l'obligation
Time for application	(2) A person may apply for a termination order under subsection (1) if the following period has elapsed since the day on which they were sentenced, or found not criminally responsible on account of mental disorder, for an offence referred to in paragraph (a), (c), (d) or (e) of the definition "designated offence" in subsection 490.011(1): (a) five years if the offence was prosecuted summarily or is an offence for which the maximum term of imprisonment is two or five years;	(2) La demande ne peut être présentée que si, depuis la date du prononcé de la peine ou du verdict de non-responsabilité à l'égard d'une infraction visée aux alinéas a), c), d) ou e) de la définition de « infraction désignée » au paragraphe 490.011(1), se sont écoulés : 35 a) cinq ans, si l'infraction est poursuivie selon la procédure sommaire ou passible d'une peine maximale d'emprisonnement de deux ou cinq ans;	Délai : infraction unique

(b) 10 years if the offence is one for which the maximum term of imprisonment is 10 or 14 years; and

(c) 20 years if the offence is one for which the maximum term of imprisonment is life.

b) dix ans, si l'infraction est passible d'une peine maximale d'emprisonnement de dix ou quatorze ans;

c) vingt ans, si l'infraction est passible d'une peine maximale d'emprisonnement à perpétuité.

More than one offence

(3) A person who committed more than one offence referred to in paragraph (a), (c), (d) or (e) of the definition "designated offence" in subsection 490.011(1) may apply for a termination order under subsection (1) if 20 years have elapsed since the day on which they were sentenced, or found not criminally responsible on account of mental disorder, for the most recent offence.

(3) En cas de pluralité d'infractions, le délai est de vingt ans et court à partir de la date du prononcé de la peine ou du verdict de non-responsabilité visant la plus récente.

Délai : pluralité d'infractions

Re-application

(4) A person whose application is refused may re-apply if five years have elapsed since the day on which they made the previous application. However, they may not re-apply under this subsection if an order is made with respect to them under section 490.012 after the previous application was made.

(4) En cas de rejet, une nouvelle demande ne peut être présentée avant que se soient écoulés cinq ans depuis la date de la précédente; elle est irrecevable si, entre-temps, l'intéressé fait l'objet d'une ordonnance au titre de l'article 490.012.

Délai : nouvelle demande

Termination order

490.027 (1) The court shall make an order terminating the obligation if it is satisfied that the person has established that the impact on them of continuing the obligation, including on their privacy or liberty, would be grossly disproportionate to the public interest in the protection of society through the effective investigation of crimes of a sexual nature, to be achieved by the registration of information relating to sex offenders under the *Sex Offender Information Registration Act*.

490.027 (1) La cour prononce l'extinction si elle est convaincue que l'intéressé a établi que le maintien de l'obligation aurait à son égard, notamment sur sa vie privée ou sa liberté, un effet nettement démesuré par rapport à l'intérêt que présente, pour la protection de la société au moyen d'enquêtes efficaces sur les crimes de nature sexuelle, l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels prévu par la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels*.

Ordonnance

Reasons for decision

(2) The court shall give reasons for its decision.

(2) La décision doit être motivée.

Motifs

Deemed application

490.028 If a person is eligible to apply for both an exemption order under section 490.023 and a termination order under section 490.026 within one year after they are served with a notice under section 490.021, an application within that period for one order is deemed to be an application for both.

490.028 Dans le cas où l'intéressé peut présenter, dans l'année suivant la signification de l'avis prévu à l'article 490.021, une demande de dispense au titre de l'article 490.023 et une demande d'extinction au titre de l'article 490.026, l'une ou l'autre vaut pour les deux.

Demande unique

Appeal

490.029 The Attorney General or the person who applied for a termination order may appeal from a decision of the court made under section 490.027 on any ground of appeal that raises a question of law or of mixed law and fact. The appeal court may dismiss the appeal, or allow it and order a new hearing, quash the termination order or make an order that may be made under that section.

490.029 Le procureur général ou l'intéressé peut interjeter appel de la décision pour tout motif de droit ou mixte de droit et de fait; le tribunal saisi peut soit rejeter l'appel, soit l'accueillir et ordonner une nouvelle audition, 5 annuler l'ordonnance d'extinction ou prononcer l'extinction au titre de l'article 490.027.

Appel

Disclosure of Information

Disclosure by Commissioner

490.03 (1) At the request of a prosecutor or the Attorney General, as the case may be, the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police shall disclose information that is registered in the database or the fact that such information is registered in the database 15

(a) to the prosecutor, if the Commissioner is satisfied that the disclosure is necessary for the purposes of a proceeding for an order under section 490.012; or

(b) to the Attorney General, if the Commissioner is satisfied that the disclosure is necessary for the purposes of a proceeding under section 490.015, 490.023 or 490.026, or an appeal from a decision made in a proceeding under any of those sections or in a proceeding for an order under section 490.012.

Disclosure by Commissioner

(2) At the request of the Attorney General, the Commissioner shall disclose to the Attorney General all information relating to a person that is registered in the database if the person, in connection with a proceeding, discloses any such information or the fact that any such information is registered in the database. 35

Disclosure in legal proceedings

(3) The prosecutor or the Attorney General may disclose the information to a court in connection with a proceeding referred to in subsection (1) or (2), or to an appeal court in connection with an appeal from a decision made in the proceeding, if the information is relevant to the proceeding or appeal. 40

Communications de renseignements

490.03 (1) Le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada communique, sur demande, tout renseignement enregistré dans la banque de données, ou le fait qu'un renseignement y a été enregistré :

a) au poursuivant, s'il est convaincu que la communication est nécessaire dans le cadre d'une demande d'ordonnance au titre de l'article 490.012;

b) au procureur général, s'il est convaincu que la communication est nécessaire dans le cadre des articles 490.015, 490.023 ou 490.026 ou d'un appel d'une décision rendue au titre d'une de ces dispositions ou d'une demande d'ordonnance au titre de l'article 490.012.

Communication par le commissaire

(2) Il communique au procureur général, sur demande, tout renseignement enregistré dans la banque de données si l'intéressé a communiqué lui-même, en justice, un tel renseignement ou le fait qu'un renseignement y a été enregistré. 25

Communication par le commissaire

(3) Le poursuivant ou le procureur général peut communiquer le renseignement, s'il est pertinent en l'espèce, à la juridiction en cause. 30

Communication en justice

Disclosure in legal proceedings

(4) Information that is collected under the *Sex Offender Information Registration Act* or registered in the database and that is relevant to the proceeding may be disclosed to a judge or justice in a proceeding relating to an application for a search warrant in connection with the investigation of a crime that there are reasonable grounds to suspect is of a sexual nature.

(4) Tout renseignement recueilli au titre de la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels* ou enregistré dans la banque de données peut, s'il est pertinent en l'espèce, être communiqué à un juge ou juge de paix lors d'une demande de mandat de perquisition dans le cadre de l'enquête sur un crime dont il y a des motifs raisonnables de soupçonner qu'il est de nature sexuelle.

Communication en justice

Offences

Infractions

Offence

490.031 Every person who, without reasonable excuse, fails to comply with an order made under section 490.012 or with an obligation under section 490.019, is guilty of an offence and liable

(a) in the case of a first offence, on summary conviction, to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both; and

(b) in the case of a second or subsequent offence,

(i) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than two years, or to both, or

(ii) on summary conviction, to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

490.031 Quiconque, sans excuse raisonnable, omet de se conformer à l'ordonnance rendue en application de l'article 490.012 ou à l'obligation prévue au paragraphe 490.019(1) commet une infraction et encourt :

a) la première fois, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, un emprisonnement maximal de six mois et une amende maximale de 10 000 \$, ou l'une de ces peines;

b) pour toute récidive :

(i) sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, un emprisonnement maximal de deux ans et une amende maximale de 10 000 \$, ou l'une de ces peines,

(ii) sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, un emprisonnement maximal de six mois et une amende maximale de 10 000 \$, ou l'une de ces peines.

Regulations

Règlements

Regulations

490.032 The Governor in Council may make regulations

(a) requiring that additional information be contained in a notice under Form 53; and

(b) prescribing, for one or more provinces, the form and content of that information.

21. Part XXVIII of the Act is amended by adding the following at the end of that Part:

490.032 Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) exiger que l'avis établi selon la formule 53 comporte des renseignements supplémentaires;

b) prévoir, pour une ou plusieurs provinces, la forme et le contenu de ces renseignements.

21. La partie XXVIII de la même loi est modifiée par adjonction, à la fin de cette partie, de ce qui suit :

Infractions

Règlements

FORM 52

FORMULE 52

(Section 490.012)

(article 490.012)

ORDER TO COMPLY WITH SEX OFFENDER
INFORMATION REGISTRATION ACTORDONNANCE ENJOIGNANT DE SE CONFORMER À
LA LOI SUR L'ENREGISTREMENT DE
RENSEIGNEMENTS SUR LES DÉLINQUANTS
SEXUELS

Canada,
Province of
(territorial division).

Canada,
Province de
(circonscription territoriale).

To A.B., of, (occupation):

À A.B., de, (profession ou
occupation) : 5

You have been convicted of, or found not 5
criminally responsible on account of mental
disorder for, (insert description of
offence(s)), a designated offence (or if more
than one offence, designated offences) within
the meaning of subsection 490.011(1) of the 10
Criminal Code, under (insert the appli-
cable designated offence provision(s) of the
Criminal Code).

Vous avez été déclaré coupable d'avoir 5
..... (décrire chaque infraction à l'ori-
gine de l'ordonnance), infraction(s) dési-
gnée(s) au sens du paragraphe 490.011(1) du
Code criminel, en violation de (citer 10
la disposition du *Code criminel* relative à
chaque infraction désignée) ou déclaré non
responsable criminellement, pour cause de
troubles mentaux.

1. You must report for the first time, in 15
person, to the registration centre that serves
the area in which your main residence is
located, whenever required under subsection
4(2) of the *Sex Offender Information Regis-
tration Act*.

1. Vous devez vous présenter en personne 15
une première fois au bureau d'inscription du
secteur où se trouve votre résidence principale
conformément au paragraphe 4(1) de la *Loi
sur l'enregistrement de renseignements sur les
délinquants sexuels*. 20

2. You must subsequently report to the 20
registration centre that serves the area in
which your main residence is located
whenever required under section 4.1 or 4.3 of
the *Sex Offender Information Registration
Act*, for a period of years after this order 25
is made (or if paragraph 490.013(2)(c) or any
of subsections 490.013(3) to (5) of the
Criminal Code applies, for life).

2. Vous devez vous présenter au bureau 25
d'inscription du secteur où se trouve votre
résidence principale chaque fois que l'exigent
les articles 4.1 ou 4.3 de la *Loi sur l'enregis-
tration de renseignements sur les délinquants
sexuels* durant les années suivant le
prononcé de la présente ordonnance (ou, dans
le cas de l'alinéa 490.013(2)(c) ou de tel des
paragrapes 490.013(3) à (5) du *Code crimi-
nel*, durant le reste de votre vie). 30

3. Information relating to you will be 30
collected under sections 5 and 6 of the *Sex
Offender Information Registration Act* by a
person who collects information at the regis-
tration centre.

3. Un préposé à la collecte au bureau 35
d'inscription prendra des renseignements sur
vous au titre des articles 5 et 6 de la *Loi sur
l'enregistrement de renseignements sur les
délinquants sexuels*. 35

4. Information relating to you will be 35
registered in a database, and may be con-
sulted, disclosed and used in the circum-
stances set out in the *Sex Offender Information
Registration Act*.

4. Les renseignements recueillis vous 40
concernant seront enregistrés dans une ban-
que de données et pourront être consultés,
communiqués et utilisés conformément à la
*Loi sur l'enregistrement de renseignements
sur les délinquants sexuels*. 40

5. If you believe that the information registered in the database contains an error or omission, you may ask a person who collects information at the registration centre that serves the area in which your main residence is located to correct the information.

6. You have the right to appeal this order.

7. You have the right to apply to a court to terminate this order, and the right to appeal any decision of that court.

8. If you are found to have contravened this order, you may be subject to a fine or imprisonment, or to both.

9. If you are found to have provided false or misleading information, you may be subject to a fine or imprisonment, or to both.

Dated this day of,
at

.....
(Signature of judge and name of court)

.....
(Signature of person subject to order)

FORM 53

(Sections 490.019 and 490.032)

NOTICE OF OBLIGATION TO COMPLY WITH SEX
OFFENDER INFORMATION REGISTRATION ACT

Canada,
Province of,
(territorial division).

To A.B., of, (occupation), a person
referred to in subsection 490.02(1) of the
Criminal Code:

5. Vous pouvez demander au préposé à la collecte des renseignements au bureau d'inscription du secteur où se trouve votre résidence principale de corriger tout renseignement enregistré dans la banque de données que vous croyez erroné ou incomplet.

6. Vous avez le droit d'appeler de la présente ordonnance.

7. Vous avez le droit de demander au tribunal de révoquer la présente ordonnance et, le cas échéant, d'appeler de la décision qui sera rendue.

8. Le défaut de vous conformer à la présente ordonnance constitue une infraction qui vous rend passible d'une peine d'emprisonnement et d'une amende, ou de l'une de ces peines.

9. Le fait de faire une déclaration fautive ou trompeuse constitue une infraction qui vous rend passible d'une peine d'emprisonnement et d'une amende, ou de l'une de ces peines.

Fait le, à

.....
(Signature du juge du tribunal et nom du tribunal en cause)

.....
(Signature de l'intéressé)

FORMULE 53

(articles 490.019 et 490.032)

ORDONNANCE ENJOIGNANT DE SE CONFORMER À
LA LOI SUR L'ENREGISTREMENT DE
RENSEIGNEMENTS SUR LES DÉLINQUANTS
SEXUELS

Canada,
Province de,
(circonscription territoriale).

À A.B., de, (profession ou occupation), visé par le paragraphe 490.02(1) du Code criminel :

Because, on (insert date(s)), you were convicted of, or found not criminally responsible on account of mental disorder for, (insert description of offence(s)), one or more offences referred to in paragraph (a), (c), (d) or (e) of the definition “designated offence” in subsection 490.011(1) of the *Criminal Code*, under (insert the applicable offence provision(s) of the *Criminal Code*), this is provided to give you notice that you are required to comply with the *Sex Offender Information Registration Act*.

1. You must report for the first time, in person, to the registration centre that serves the area in which your main residence is located, whenever required under subsection 4(3) of the *Sex Offender Information Registration Act*.

2. You must subsequently report to the registration centre that serves the area in which your main residence is located whenever required under section 4.1 or 4.3 of the *Sex Offender Information Registration Act* for a period of years after the day on which you were sentenced, or found not criminally responsible on account of mental disorder, for the offence (or if paragraph 490.022(3)(c) of the *Criminal Code* applies, for life) or for any shorter period set out in subsection 490.022(2) of the *Criminal Code*.

3. Information relating to you will be collected under sections 5 and 6 of the *Sex Offender Information Registration Act* by a person who collects information at the registration centre.

4. Information relating to you will be registered in a database, and may be consulted, disclosed and used in the circumstances set out in the *Sex Offender Information Registration Act*.

Vu la déclaration de culpabilité du (inscrire la ou les dates) pour (décrire chaque infraction à l'origine de l'ordonnance), infraction(s) visée(s) aux alinéas a), c), d) ou e) de la définition de « infraction désignée » au paragraphe 490.011(1) du *Code criminel*, en violation de (citer la disposition du *Code criminel* relative à chaque infraction désignée) ou le verdict de non-responsabilité criminelle pour 10 cause de troubles mentaux, à l'égard de cette (ces) infraction(s), avis vous est donné, par les présentes, que vous devez vous conformer à la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels*.

1. Vous devez vous présenter en personne une première fois au bureau d'inscription du secteur où se trouve votre résidence principale conformément au paragraphe 4(3) de la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les 20 délinquants sexuels*.

2. Vous devez vous présenter au bureau d'inscription du secteur où se trouve votre résidence principale chaque fois que l'exigent les articles 4.1 ou 4.3 de la *Loi sur l'enregistre- 25 ment de renseignements sur les délinquants sexuels*, durant les années suivant le prononcé de votre peine ou le verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux, (ou, dans le cas de l'alinéa 30 490.022(3)c) du *Code criminel*, durant le reste de votre vie) ou pendant la période plus courte prévue par le paragraphe 490.022(2) du *Code criminel*.

3. Un préposé à la collecte au bureau 35 d'inscription prendra des renseignements sur vous au titre des articles 5 et 6 de la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels*.

4. Les renseignements vous concernant 40 seront enregistrés dans une banque de données et pourront être consultés, communiqués et utilisés conformément à la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels*.

15

35

40

45

5. If you believe that the information registered in the database contains an error or omission, you may ask a person who collects information at the registration centre that serves the area in which your main residence is located to correct the information.

6. You have the right to apply to a court to exempt you from the obligation to comply with the *Sex Offender Information Registration Act*, and the right to appeal any decision of that court.

7. You have the right to apply to a court to terminate the obligation, and the right to appeal any decision of that court.

8. If you are found to have contravened the obligation, you may be subject to a fine or imprisonment, or to both.

9. If you are found to have provided false or misleading information, you may be subject to a fine or imprisonment, or to both.

Dated this day of,
at

REVIEW AND REPORT

Review by committee

21.1 (1) The administration of this Act shall, two years after the coming into force of this Act, be reviewed by the parliamentary committee that may be designated or established by Parliament for that purpose.

Report

(2) The committee designated or established by Parliament for the purpose of subsection (1) shall undertake a review of the provisions and operation of this Act and shall, within six months after the review is undertaken or within any further time that may be authorized, submit a report to Parliament thereon including a statement of any changes to this Act or its administration that the committee would recommend.

5. Vous pouvez demander au préposé à la collecte au bureau d'inscription du secteur où se trouve votre résidence principale de corriger tout renseignement enregistré dans la banque de données que vous croyez erroné ou incomplet.

6. Vous avez le droit de demander au tribunal d'être dispensé de l'obligation de vous conformer à la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels* et, le cas échéant, d'appeler de la décision qui sera rendue.

7. Vous avez le droit de demander au tribunal de prononcer l'extinction de votre obligation et, le cas échéant, d'appeler de la décision qui sera rendue.

8. Le défaut de vous conformer à votre obligation constitue une infraction qui vous rend passible d'une peine d'emprisonnement et d'une amende, ou de l'une de ces peines.

9. Le fait de faire une déclaration fautive ou trompeuse constitue une infraction qui vous rend passible d'une peine d'emprisonnement et d'une amende, ou de l'une de ces peines.

Fait le, à

EXAMEN ET RAPPORT

Examen par un comité

21.1 (1) Le Parlement désigne ou constitue un comité parlementaire chargé spécialement de l'examen, deux ans après l'entrée en vigueur de la présente loi, de l'application de celle-ci.

Rapport

(2) Le comité prévu au paragraphe (1) examine les dispositions de la présente loi ainsi que les conséquences de son application en vue de la présentation au Parlement, dans un délai de six mois du début de l'examen ou tel délai plus long autorisé, d'un rapport où seront consignées ses conclusions ainsi que ses recommandations, s'il y a lieu, quant aux modifications de la présente loi ou des modalités d'application de celle-ci qui seraient souhaitables.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. A-1

*Access to Information Act**Loi sur l'accès à l'information*

L.R., ch. A-1

22. Schedule II to the Access to Information Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to

Sex Offender Information Registration Act

Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels

and a corresponding reference in respect of that Act to “subsections 9(3) and 16(4)”.

22. L'annexe II de la Loi sur l'accès à l'information est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels

Sex Offender Information Registration Act

ainsi que de la mention « paragraphes 9(3) et 16(4) » en regard de ce titre de loi.

5

R.S., c. C-47

*Criminal Records Act**Loi sur le casier judiciaire*

L.R., ch. C-47

2000, c. 1, s. 4

23. Paragraph 5(b) of the Criminal Records Act is replaced by the following:

(b) unless the pardon is subsequently revoked or ceases to have effect, requires the judicial record of the conviction to be kept separate and apart from other criminal records and removes any disqualification or obligation to which the person so convicted is, by reason of the conviction, subject by virtue of the provisions of any Act of Parliament, other than section 109, 110, 161, 259, 490.012 or 490.019 of the *Criminal Code* or subsection 147.1(1) of the *National Defence Act*, or of a regulation made under an Act of Parliament.

23. L'alinéa 5b) de la Loi sur le casier judiciaire est remplacé par ce qui suit :

b) d'autre part, sauf cas de révocation ultérieure ou de nullité, elle entraîne le classement du dossier ou du relevé de la condamnation à part des autres dossiers judiciaires et fait cesser toute incapacité ou obligation — autre que celles imposées au titre des articles 109, 110, 161, 259, 490.012 ou 490.019 du *Code criminel* ou du paragraphe 147.1(1) de la *Loi sur la défense nationale* — que la condamnation pouvait entraîner aux termes d'une loi fédérale ou de ses règlements.

2000, ch. 1, art. 4

10

COORDINATING PROVISION

DISPOSITION DE COORDINATION

Bill C-20

24. If Bill C-20, introduced in the 2nd Session of the 37th Parliament and entitled *An Act to amend the Criminal Code (protection of children and other vulnerable persons) and the Canada Evidence Act (the “other Act”)*, receives royal assent, then, on the later of the coming into force of section 6 of the other Act and the coming into force of this Act, subparagraph (b)(i) of the definition “designated offence” in subsection 490.011(1) of the *Criminal Code* is replaced by the following:

(i) section 162 (voyeurism),

(i.1) subsection 173(1) (indecent acts),

24. En cas de sanction du projet de loi C-20 déposé au cours de la 2^e session de la 37^e législature et intitulé *Loi modifiant le Code criminel (protection des enfants et d'autres personnes vulnérables) et la Loi sur la preuve au Canada*, à l'entrée en vigueur de l'article 6 de cette loi ou à celle de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le sous-alinéa b)(i) de la définition de « infraction désignée » au paragraphe 490.011(1) du *Code criminel* est remplacé par ce qui suit :

(i) l'article 162 (voyeurisme),

(i.1) le paragraphe 173(1) (actions indécentes),

Projet de loi C-20

35

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

25. This Act comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

25. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret.

Entrée en
vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Communication Canada — Canadian Government Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:
Communication Canada — Édition,
Ottawa, Canada K1A 0S9



If undelivered, return COVER ONLY to:
Communication Canada - Publishing
Ottawa, Ontario K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Communication Canada - Édition
Ottawa (Ontario) K1A 0S9

Available from:
Communication Canada — Canadian Government Publishing,
Ottawa, Ontario K1A 0S9

En vente:
Communication Canada — Édition,
Ottawa (Ontario) K1A 0S9